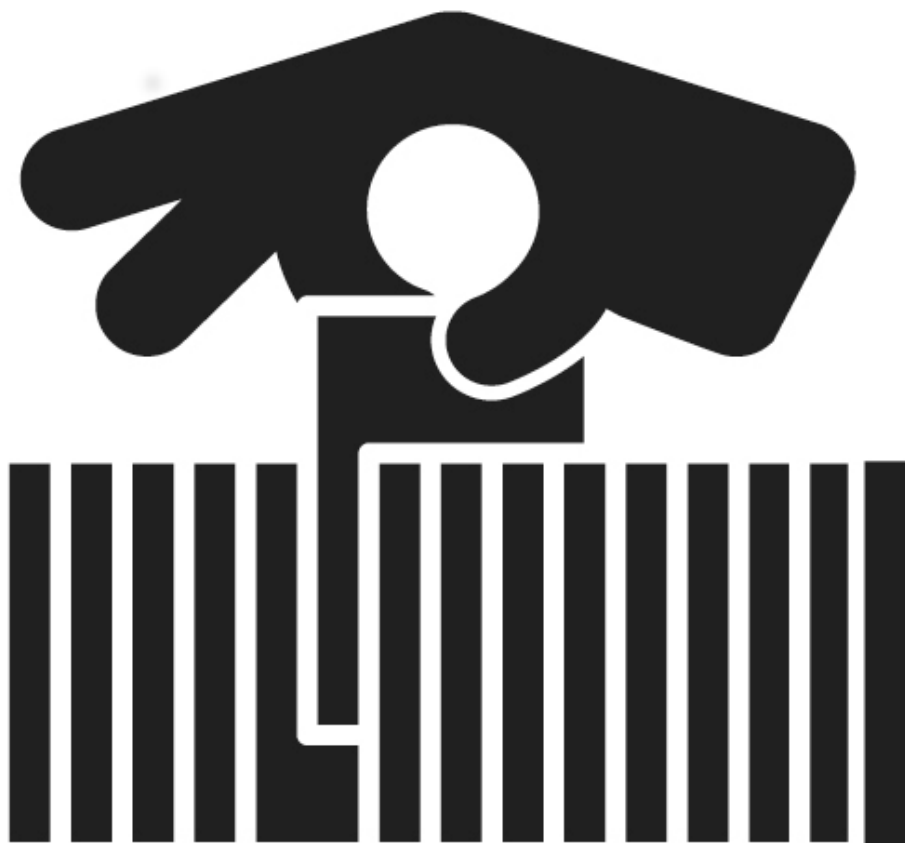


TRANSITION CITOYENNE VAUD

Carnet de campagne



Élection du Conseil national du 20 octobre 2019

Remerciements

Le collectif Transition citoyenne Vaud remercie tout d'abord les personnes tirées au sort qui ont accepté de se maintenir comme candidat.e.s sur la liste et de s'investir dans la campagne, afin de diffuser des idées à l'origine de ce projet. Nous remercions également les personnes qui se sont inscrites pour le tirage au sort et qui ont permis d'atteindre la barre des 190 inscriptions, ouvrant ainsi la voie à une médiatisation de cette initiative et à une belle expérience politique. Merci également aux quelque 300 personnes qui ont soutenu la liste en acceptant de lui attribuer les signatures nécessaires à sa validation. Merci encore aux Vaudoises de moins de 30 ans qui ont accepté notre invitation à critiquer l'idée d'une liste tirée au sort en début de processus, ainsi qu'aux journalistes qui ont pris le temps de suivre cette aventure peu commune. Merci finalement à Dinh (graphisme), NoréKaku (graphisme), Jean-Denis (images), Nikola (montage vidéo) et Hicham (hébergement web) pour leur aide et leur expertise précieuses.

Texte : Danaé et Daniel

Relecture : Clémence et Timothée

Novembre 2019

Lausanne, Suisse

I. Introduction

Ce carnet de campagne retrace les six mois de l'aventure électorale de la liste « Transition citoyenne Vaud (TCVD) ». Cette liste, composée de candidat.e.s tiré.e.s au sort, était proposée aux citoyen.ne.s du canton de Vaud lors des élections fédérales du 20 octobre 2019, dont l'une des finalités était le renouvellement des 200 député.e.s du Conseil national (chambre basse du Parlement suisse). Le système fédéral attribue au canton de Vaud 19 sièges sur 200, en raison du poids relatif de sa population.

Les 19 candidat.e.s de la liste TCVD étaient toutes et tous âgé.e.s de moins de 35 ans. La liste comptait 13 femmes et 6 hommes. Ces deux biais volontaires faisaient référence aux deux seuls types d'information disponibles à propos du profils des député.e.s sur le [site officiel du Parlement](#) (voir Annexe I). L'objectif de la liste Transition citoyenne Vaud était double : dénoncer une situation insatisfaisante en termes de représentativité et proposer une alternative pour y remédier. Le fonctionnement actuel de la démocratie semi-directe helvétique induit en effet un biais de représentation de la population important.

Au-delà du fait que les mineur.e.s et les personnes étrangères ne sont pas légalement habilité.e.s à être représenté.e.s, les femmes et les jeunes sont sous-représenté.e.s : en 2019, le Parlement est composé à 72% d'hommes et seul.e.s 11 élu.e.s sur 245 ont moins de 35 ans (soit 4,5%). Outre ces statistiques officielles, la représentativité de la population au sein de Parlement est biaisée en ce qui concerne la profession, l'état civil, la classe sociale, le revenu, la fortune et l'appartenance religieuse, ainsi que toute une série d'autres manière d'être, de vivre ou de penser. A ce déficit de représentativité s'ajoute l'influence disproportionnée du pouvoir économique et du secteur privé sur le processus démocratique :

- Les campagnes électorales de certains partis (total de quelques CHF 2 millions déclarés en 2019 pour le canton de Vaud) sont massivement financées par les candidat.e.s (qui disposent donc souvent d'une fortune conséquente), par des donations et/ou par des entreprises privées (en particulier des banques, des assurances et des entreprises pharmaceutiques)¹.
- Certaines grandes entreprises « libèrent » leurs employé.e.s d'une partie de leur temps de travail si elles ou ils siègent au Parlement, ce qui génère forcément un lien de redevabilité et pose la question de leur « double rémunération » (un.e parlementaire « de milice » touche une « rémunération » brute de l'ordre de CHF 150'000 francs par an, hors revenu lié à une éventuelle activité professionnelle)².
- Les groupes d'intérêt (lobbies) économiques ont un accès direct et privilégié aux député.e.s, notamment dans le cadre des deux accréditations que chaque parlementaire peut attribuer aux personnes de son choix.
- Une partie des député.e.s représentent directement le secteur économique ou l'entreprise par lequel elles et ils sont employé.e.s ou dans lequel elles et ils ont investi et/ou jouent un rôle décisionnel de premier plan. Siéger au Parlement peut être dans certains cas une condition pour occuper une fonction, comme dans le cas du président et du directeur général de l'Union suisse des arts et métiers (USAM)³.

¹ [24 Heures, 11 octobre 2019](#) ; [RTS, 24 juin 2019](#) ; [RTS, 7 octobre 2019](#).

² [RTS, 7 octobre 2019](#) ; [Tribune de Genève, 23 mai 2017](#) ; [RTS, 3 septembre 2019](#).

³ [RTS, 29 mai 2017](#) ; [SonntagsBlick, 8 septembre 2019](#) ; [Bendahan, S., 24 septembre 2019](#).

Finalement, la durée des mandats (4 ans) et la possibilité de se représenter freine la prise en compte du long terme et du bien commun dans la prise de décision, au profit de prises de positions susceptibles de gonfler le bilan politique personnel à court terme en vue d'une réélection.

Ainsi, le déficit de représentation, les liens privilégiés avec les élites économiques et les logiques carriéristes poussent les parlementaires à légiférer différemment de ce que souhaitent les citoyen.ne.s. Ces biais figurent parmi les facteurs qui expliquent le faible taux de participation aux élections fédérales (42.9% des Vaudois.e.s ayant le droit de vote en 2015). Au vu des grands enjeux sociaux et écologiques du XXI^e siècle, il est urgent de changer les règles du jeu politique afin que la population – et en particulier les femmes et les jeunes – soit mieux représentée. C'est pour porter ce message et chercher à changer ces règles que des citoyen.ne.s ont œuvré au dépôt de la liste TCVD et à la campagne qui s'en est suivie. Reprenant des réflexions déjà existantes que nous souhaitons contribuer à diffuser⁴, nous proposons la limitation du nombre de mandats et l'alternative du tirage au sort des parlementaires pour tendre vers une démocratie fondée sur la transparence et l'égalité.

Si l'existence d'une liste de candidat.e.s tirée au sort n'était pas une fin en soi, elle constituait un moyen de rendre visibles les profonds dysfonctionnements de la démocratie représentative actuelle et de réclamer que le tirage au sort soit mis en place, non pas pour proposer des candidat.e.s à une élection, mais pour désigner l'ensemble des parlementaires (ou du moins une proportion correspondant à la part de la population qui choisit de ne pas voter pour des candidat.e.s dans lequel.le.s elle ne se reconnaît pas). Cette liste était également un moyen pour les citoyen.ne.s vaudois.e.s, et en particulier celles et ceux qui ne s'expriment généralement pas, de faire entendre leur voix et de soutenir une réforme, en envoyant un signal fort aux institutions. Finalement, et dans le sillage de la mobilisation féministe du 14 juin 2019, elle permettait de critiquer le monde politique historiquement pensé pour et par les hommes, dans lequel il faudrait désormais « intégrer » les femmes sans en revoir les structures traditionnelles.

Le 20 octobre, malgré le budget de campagne de loin le plus faible de l'ensemble des partis vaudois (0,05% du total), la liste TCVD a recueilli 0,33% des suffrages. Au-delà du résultat de l'élection qui ne constituait pas la finalité de cette démarche, ce sont bien les discussions, réflexions et expériences suscitées par cette aventure qui lui ont donné de la valeur et qui, nous l'espérons, serviront à l'avenir à construire un autre modèle de démocratie. C'est dans le but de partager ces apprentissages avec d'autres groupes œuvrant pour plus de représentativité, de transparence et d'égalité que nous en rendant compte dans ce document.

⁴ Le tirage au sort des représentant.e.s du peuple, loin d'être une idée nouvelle, est un modèle né dans l'Antiquité et encore pratiqué en Suisse au XVIII^e siècle, notamment pour éviter la corruption des élites (voir références en Annexe 3). Cette idée est récemment réapparue dans de nombreux pays et sous diverses formes (voir section 7).

2. Genèse

C'est le 5 mai 2019, au cours d'un cycle de génération de projets regroupant des membres de collectifs lausannois soucieux d'œuvrer pour l'accélération de la transition écologique et sociale, que l'idée de lancer une liste dans la course aux élections fédérales du 20 octobre est née. Lors de la réunion suivante (18 mai 2019), les sept personnes âgées de 26 à 54 ans qui allaient devenir les membres du collectif TCVD se sont attelées à définir les grandes lignes d'un projet forcément ambitieux au vu des échéances temporelles imposées par le calendrier et les exigences institutionnelles. Le groupe s'est défini comme un collectif citoyen informel et sans appartenance partisane, déterminé à s'investir dans le processus électoral en procédant étape par étape, malgré l'absence de ressources financières et humaines comparables aux autres partis. Une fois l'objectif général confirmé (dénonciation des biais et proposition du tirage au sort), elles ont convenu de concentrer leurs efforts sur les jeunes et les abstentionnistes, notamment dans le but de minimiser les voix prises à d'autres partis engagés sur des programmes politiques au sens classique du terme.

Il a ensuite fallu entamer un important travail de recherche portant sur les biais de représentativité, sur la démarche formelle de dépôt d'une liste, sur les règles de participation aux élections et sur les enjeux du tirage au sort comme alternative à la démocratie « représentative », afin de développer un discours cohérent et solide. Le 29 mai 2019, l'idée a été présentée à un groupe de Vaudoises de moins de 30 ans plus ou moins intéressées par la politique institutionnelle. Celles-ci ont discuté la proposition afin d'en déceler les faiblesses et les limites dans le but de nous permettre d'y répondre rationnellement. Elles ont notamment fait part de leur crainte que des personnes « malveillantes » puissent être élues et de leur intérêt à participer au tirage au sort, mais pas à poursuivre l'aventure si elles devaient être choisies.

Il a ensuite été décidé, après de longues discussions, de fixer comme limite d'âge 35 ans au 20 octobre 2019 (limite choisie pour s'aligner sur les catégories déterminées par le Parlement lui-même) et de présenter 2/3 de femmes (proportion inverse à celle en vigueur durant la législature 2015-2019). Ces deux biais explicites et assumés devaient permettre de communiquer sur la question du déficit de représentation d'une pluralité de groupes sociaux. Le second point longuement débattu a été le moment opportun de la tenue du tirage au sort. S'il aurait été idéal de présenter une liste de candidat.e.s qui se retireraient après leur élection pour laisser la place à un.e citoyen.ne tirée au sort à ce moment-là, la faible probabilité d'obtenir un siège nous a poussé.e.s à organiser le tirage au sort des candidat.e.s présent.e.s sur la liste en amont de son dépôt. Cela a notamment permis d'organiser un événement public et d'attirer l'attention des médias sur les idées que nous défendons (voir section 5).

Le 4 juin, le collectif a décidé d'organiser le tirage au sort public le jeudi 4 juillet, date qui, malgré les délais très courts, visait à obtenir un maximum de visibilité avant le début des vacances scolaires. Il a été convenu que le tirage au sort des 19 candidat.e.s ne se tiendrait que si le nombre de 190 postulant.e.s au tirage au sort minimum était atteint, afin qu'un taux de 10% minimum soit respecté (seuil sous lequel le tirage au sort ne nous semblait pas cohérent avec la démarche). Une course contre la montre s'est dès lors enclenchée pour réunir les 190 inscriptions, avec comme contrainte leur éligibilité dans le canton de Vaud et l'âge maximal de 35 ans au 20 octobre 2019. Il a fallu organiser rapidement la production par un graphiste d'un logo et d'un flyer (Annexe 4), la création d'une adresse email, de comptes [Facebook](#) et [Twitter](#) et la rédaction d'un communiqué de presse (Annexe 5). Celui-ci a

été envoyé à nos contacts journalistes dans divers médias romands le 22 juin 2019. Il s'en est suivi un intense travail de diffusion au sein de nos réseaux respectifs⁵ et lors de distributions de flyers papiers invitant les citoyen.ne.s vaudois.es à s'inscrire au tirage au sort par l'intermédiaire d'un formulaire en ligne (sans obligation des inscrit.e.s de poursuivre l'aventure si leur nom devait être tiré au sort). Grâce à d'intenses séances de tractage lors de la grève des femmes* - grève féministe du 14 juin et durant les jours précédant le tirage au sort, le chiffre de 199 inscriptions valides (100 femmes et 99 hommes) a été atteint, permettant la tenue du tirage au sort !

3. Historique (tirage au sort, dépôt de la liste, campagne, résultats)

3.1. Tirage au sort

Le 4 juillet 2019, une trentaine de personnes se sont retrouvées au pied de l'hôtel de ville à la place de la Louve à Lausanne (la demande d'organiser l'événement sur la place du Château, à mi-chemin des sièges des pouvoirs exécutif et législatif cantonaux, ayant été refusée). En présence de la radio et de la télévision suisse romande (voir section 5), l'ensemble des 199 noms des personnes inscrites ont été tirées au sort par les mains innocentes de passant.e.s, afin de pouvoir déterminer les 19 candidat.e.s, mais aussi l'ordre de leurs éventuel.le.s remplaçant.e.s. 199 billets avaient été placés dans une vieille baratte à beurre⁶, dont le brasseur permettait de mélanger les billets. Ces billets étaient de couleur violette pour les noms de femmes et verte pour les noms d'hommes, afin de procéder à un tirage alternant deux femmes et un homme pour aboutir à un ratio de 2/3 de femmes. L'événement, qui a connu un écho médiatique certain dans les jours qui l'ont précédé et suivi, a été un succès et peut être considéré comme l'un des points forts de l'aventure, en particulier du point de vue de l'objectif central visant à porter la question du fonctionnement démocratique dans le débat public. Des images du tirage au sort ont permis de produire une vidéo de promotion de la liste pour la suite de la campagne.

3.2. Constitution et dépôt de la liste

Une fois le tirage au sort effectué, il restait un peu plus d'un mois pour déposer auprès des autorités cantonales la liste des 19 candidat.e.s, accompagnée de 200 signatures de soutien de citoyen.ne.s vaudois.es (impératif pour les listes n'émanant pas de partis politiques enregistrés). Comme il avait été précisé aux postulant.e.s au tirage au sort que leur inscription ne les engageait pas à devoir se maintenir sur la liste en cas de tirage au sort de leur nom, une séance d'information a été organisée le 12 juillet, afin de répondre aux questions des personnes désignées et de récolter les premières inscriptions définitives. Il a ensuite fallu déployer une énergie importante pour contacter les

⁵ Le recours à nos réseaux, ainsi que les lieux dans lesquels nous avons distribué les flyers (principalement à Lausanne et lors de la grève des femmes* - grève féministe) constitue évidemment un biais dans la composition des postulant.e.s au tirage au sort. Ce dernier se voulant être un exercice symbolique et non la finalité de la démarche (à savoir le tirage au sort de l'ensemble des parlementaires), il était anticipé et assumé, du fait du peu de temps à disposition pour pouvoir faire mieux.

⁶ Cet objet est un clin d'œil à l'utilisation qui en a été faite aux 17^{ème} et 18^{ème} siècles dans certains cantons alpins ayant connu des expériences de tirage au sort (Andina 2019).

personnes qui n'avaient pas pu venir, leur demander si elles ou ils souhaitaient se retirer et leur trouver des viennent-ensuite si c'était le cas. Il a également fallu récolter toutes les données nécessaires à la validation de chacune des candidatures, ainsi que les mots-clés associés à chaque nom sur la liste⁷. Quant aux signatures, si la tâche semblait également fastidieuse du fait de la période estivale et du délai extrêmement court, ce sont finalement plus de 300 citoyen.ne.s vaudois.es qui lui ont apporté leur soutien en signant le formulaire nécessaire au dépôt de la liste, témoignant d'un vif intérêt de la population pour une refonte des institutions politiques suisses. Le collectif a ainsi pu déposer la liste définitive auprès des autorités le 9 août 2019 (Annexe 6).

Le 12 août, lors de la présentation officielle des listes, la liste TCVD a été tirée au sort pour figurer en cinquième position dans le livret de vote. Par la suite, quelques partis ont pris contact avec le collectif pour convenir d'apparementements, c'est-à-dire « d'alliances » afin que les voix ne permettant pas d'obtenir de sièges soient reversées dans les listes « amies » en vue de l'obtention de sièges supplémentaires. Le principe d'un apparementement, quel que soit le parti qui le demande, entrerait en contradiction avec le but de transformation institutionnelle défendu par le collectif et le caractère apartisan de la liste. Les sollicitations ont donc toutes été déclinées.

3.3. Campagne

Après une pause estivale de quelques semaines, la campagne a débuté. Sachant que la plupart des autres partis s'y étaient préparés depuis des mois et disposaient de ressources sans commune mesure avec les nôtres, il était clair que notre campagne ne pourrait être que modeste. Cela ne constituait pas un problème fondamental, puisque l'objectif initial consistant à porter dans le débat public les questions de la représentativité, de la place des femmes et des jeunes et de la démocratie participative avaient déjà été atteint grâce à une bonne couverture médiatique (voir section 5). La campagne ne serait alors qu'une occasion de répéter le message, tout en étant un laboratoire pour expérimenter des moments de délibération démocratique entre citoyen.ne.s tiré.e.s au sort, qui ne se connaissaient en principe pas. L'obtention d'un hypothétique siège ne constituait pas une finalité vers laquelle tendre dans l'optique de la proposition du tirage au sort de l'ensemble des élu.e.s, mais permettrait d'augmenter la visibilité de ces enjeux.

Trois rencontres regroupant des candidat.e.s et des membres du collectif ont dès lors été organisées à intervalle de deux semaines pour définir la stratégie à mettre en place et assurer le suivi des opérations. Il avait été précisé aux personnes tirées au sort de ne pas s'exprimer avant ces rencontres sur d'autres points que la dénonciation des biais de représentation et la proposition du tirage au sort de l'ensemble du Parlement, pour garantir la crédibilité de l'ensemble de la démarche. De plus, le collectif avait émis le souhait de laisser un maximum de liberté aux candidat.e.s pour définir entre elles et eux les modalités de la campagne, tout en leur offrant du soutien en vue des interventions dans les médias, un support logistique et en faisant le lien avec les médias.

⁷ Finalement, seule la commune de résidence a été inscrite, car les deux variables qui nous intéressaient (le sexe et l'âge) ne peuvent figurer sur les brochures de vote, alors que les autres variables classiques (formation, métier, engagement bénévole, etc.) auraient sans doute desservi le message autour de la question de la représentativité de la population.

La première rencontre s'est tenue en plein air au parc de Milan à Lausanne. Les objectifs de cette rencontre étaient premièrement de faire connaissance, puis d'expliquer en détail la démarche qui avait mené au tirage au sort et au dépôt de la liste. Il s'agissait enfin d'établir de manière participative les premières lignes directrices pour la campagne. Étant donné que chaque candidat.e disposait de la liberté théorique de mener la campagne comme bon lui semble, le collectif a décidé de mener ce processus sous forme de discussion en petits groupes et de débats sous forme de tours de table (pour favoriser la prise de parole de toutes et tous), plutôt que sous forme de prises de décisions et de votes majoritaires impossibles à imposer à des personnes déjà présentes sur la liste. À partir de ces discussions, chacun.e était ensuite libre de faire les choix qui lui semblaient les plus pertinents. Parmi les points centraux débattus lors de cette première séance :

- Le discours devrait se concentrer sur les points communs à l'ensemble des candidat.e.s, à savoir la nécessité d'une réforme institutionnelle, la proposition du tirage au sort et les moyens à mettre en œuvre pour renforcer la représentation des femmes et de jeunes. En l'absence d'un consensus autour de la limitation du discours à ces seuls points, il a été décidé que les candidat.e.s pourraient toutefois, si elles et ils le souhaitent, également répondre aux questions thématiques des journalistes à partir de leur opinion personnelle, tout en précisant qu'il ne s'agit pas forcément du point de vue partagé par toutes et tous. Il a également été convenu que les candidat.e.s rappelleraient que le but principal de la démarche n'est cependant pas de mettre en avant leurs opinions personnelles. La possibilité de mettre en place un processus de construction d'un programme commun a été évoquée, mais a été abandonnée en raison des délais très courts auxquels nous étions confrontés.
- Le public visé par la campagne serait à la fois les abstentionnistes, que la liste espérait convaincre de s'exprimer en faveur d'un changement institutionnel, et les électrices et électeurs habitué.e.s. En effet, le risque de prendre quelques voix à d'autres partis a été contrebalancé par le fait qu'aucun parti ne s'est véritablement saisi de ces questions, même si ce point ne semblait pas convaincre tout le monde.
- Chacun.e serait libre de répondre ou non aux sollicitations des journalistes ou des groupes d'intérêt, avec la possibilité de refuser toute exposition médiatique (comme convenu au moment de la validation des candidatures) ou certains formats particuliers (télévision, débats, « duels », etc.). En effet, le format prédéterminé de nombreuses émissions joue en faveur des journalistes polémistes ou des « professionnel.le.s » de la politique, plutôt que de la proposition d'alternatives ou de discours moins stéréotypés. À l'inverse, tout espace médiatique est un espace que les candidat.e.s pourraient investir pour porter leur message et apparaître tel qu'elles et ils sont, en « simples citoyen.ne.s ». Une liste des souhaits en matière d'apparition ou non de chacun.e a été établie, afin d'assurer un tour de présence médiatique et assurer que la diversité des intervenant.e.s soit garantie en réponse aux sollicitations médiatiques (tout en étant conscient.e que le seul fait que certaines personnes moins à l'aise à l'oral décident de ne pas s'exprimer constitue déjà un biais dans le débat politique).

Suite à la rencontre et en plus de la page [Facebook](#) et du compte [Twitter](#) déjà existants, un compte [Instagram](#) et un [site internet](#) ont été créés pour augmenter la visibilité de la liste. Certain.e.s candidat.e.s ont également créé des pages personnelles destinées à la campagne. De même, certain.e.s candidat.e.s. ont rempli, sur une base volontaire, le formulaire en ligne Smartvote, qui permet aux électrices et électeurs d'identifier les candidat.e.s dont elles et ils sont le plus proches idéologiquement. Finalement, une seconde série de flyers (Annexe 7), destinés en priorité à être distribués sur les marchés, ainsi que des visuels produits spécifiquement pour les réseaux sociaux (Annexe 8) ont été élaborés.

Deuxième rencontre entre candidat.e.s (16 septembre 2019)

La deuxième rencontre visait à faire le point sur la campagne et préciser la stratégie commune. Les discussions ont notamment porté :

- Sur les moyens d'essayer de toucher les jeunes et les abstentionnistes.
- Sur la tension entre communication de points de vue personnels (qui permet à des personnes peu audibles de se faire entendre et aux électrices et électeurs de connaître le profil des candidat.e.s) et le but institutionnel commun (dénonciation des biais et proposition du tirage au sort comme message qui nous unit et qui nous démarque des programmes traditionnels afin d'attirer les abstentionnistes). Il a été décidé que pour éviter les risques de messages incompatibles avec le projet commun, les publications sur les moyens de communication communs seraient soumis à au moins un.e autre candidat.e pour validation.
- Sur l'impossibilité de répondre aux nombreuses sollicitations de groupes d'intérêts divers (Grands-parents pour le climat, antispécistes, lutte contre le racisme et l'antisémitisme, collectif de lutte contre la destruction de la forêt du Flon, etc.) qui ont contacté le collectif afin d'obtenir une déclaration d'engagement pour leur cause, du fait de la diversité des opinions des candidat.e.s tiré.e.s au sort. Les demandes leur ont toutefois été transférées par le collectif et elles et ils ont été libres d'y répondre individuellement si souhaité.
- Et finalement, sur le sens de faire campagne (!) alors que l'obtention hypothétique d'un siège n'était pas cohérente avec l'ambition d'un changement institutionnel en profondeur. Tout en étant conscient.e que les probabilités d'obtenir un siège étaient proches de 0, nous avons décidé de garder ce scénario comme objectif utopique pour orienter la campagne. Les trois options discutées en cas d'élection étaient le retrait de la personne élue (avec l'option de laisser un siège symboliquement vide), le maintien de la personne élue (si elle le souhaite) qui mènerait son programme personnel et le maintien de la personne élue qui agirait comme porte-parole d'assemblées citoyennes. Sur ce dernier point, un consensus s'est dégagé autour d'un.e éventuel.le élu.e qui garderait son siège et porterait la question du tirage au sort et des démarches participatives plus avant dans le débat public, avec le soutien d'autres candidat.e.s de la liste et d'éventuel.le.s autres citoyen.ne.s (idéalement organisé.e.s en assemblé.e.s ou du moins engagés dans des processus participatifs). Cette solution a permis une discussion sur les biais dénoncés par la liste (âge et sexe) et sur la pertinence d'un outil tel que l'assemblée citoyenne pour dénoncer et éventuellement palier à d'autres biais problématiques (professions, revenu, fortune, etc.).

Suite à cette seconde rencontre, les 180 personnes inscrites au tirage au sort qui n'avaient pas été retenues comme candidat.e.s et qui avaient été quelque peu « oubliées » du fait des étapes intenses de dépôt de la liste et d'organisation de la campagne dans des délais très serrés ont été recontactées et sollicitées pour la diffusion des différents supports de communication.

Troisième rencontre entre candidat.e.s (1^{er} octobre 2019)

La troisième rencontre s'est tenue alors que la campagne touchait à sa fin et que les décisions principales avaient été prises auparavant. L'objet de discussion principal était la définition de la forme à donner à l'élan final pour diffuser le message de la liste. Pour éviter de contribuer à la pollution visuelle et au gaspillage inhérent aux campagnes politiques traditionnelles par affichage, il a été décidé de ne distribuer les flyers qu'en main propre et de ne poser des affiches que dans les lieux de vie, de travail et de loisirs des candidat.e.s. Ces affiches seraient accompagnées du nom et du contact de la personne ayant procédé à l'affichage, afin de pouvoir générer des discussions autour des buts de la liste (plutôt qu'inciter à voter pour la liste de manière anonyme). Suite à cette troisième rencontre, un dernier effort de communication a pris la forme de distributions de tracts dans les marchés (notamment à Lausanne le 5 octobre 2019), de promotion payante de publications Facebook et de mise en ligne de photos de candidat.e.s ou d'images accompagnées de phrases choisies par elles ou eux-mêmes (Annexe 9).

3.4. Résultats

Le 20 octobre, une bonne partie des candidat.e.s et des membres du collectif s'est retrouvée à Ecublens autour d'un repas partagé pour suivre le résultat des élections. La rencontre était avant tout symbolique, étant donné l'absence d'enjeu réel d'élection. Ce fut néanmoins un beau moment de célébration et de clôture de la démarche débutée six mois plus tôt. La liste TCVD a finalement récolté 11'143 suffrages (0.33%) dans le canton de Vaud et 0.22% des votants ont choisi la liste n°5 « Transition citoyenne Vaud » qu'elles et ils ont glissée telle qu'elle ou modifiée dans l'enveloppe de vote (soit 404 sur 183'548 bulletins valables). Le taux de participation a été de 41.39% (contre 42.9% en 2015), ce qui montre une fois de plus le désintérêt d'une majorité croissante des citoyen.ne.s vaudois.es pour la politique institutionnelle.

4. Coûts

Contrairement aux partis traditionnels, la liste Transition citoyenne Vaud ne disposait pas d'un budget de campagne issu du secteur privé, de récoltes de fonds, de cotisations et/ou de la fortune personnelle des candidat.e.s. Cet état de fait était non seulement dû à la spontanéité de la démarche et à l'absence de fortune personnelle de chacun.e, mais surtout à la volonté de dénoncer le déséquilibre que produit ce mode de financement des campagnes, qu'il soit transparent ou non. En effet, en plus des obstacles sociaux à l'accession aux sphères de pouvoir politique (capital culturel, niveau de formation, conditions de travail, etc.), le revenu et la fortune des candidat.e.s, ainsi que le soutien plus ou moins grands obtenu auprès de donateurs ou d'entreprises constituent un biais important de la visibilité lors des campagnes et d'accession aux sphères de pouvoir politique.

Nous avons donc dès le départ renoncé aux modes de communication onéreux qui font partie du jeu électoral conventionnel. Nous avons en particulier décidé de ne pas participer à la campagne d'affichage officielle, dont le montant s'élève à plusieurs milliers de francs (environ 1'500 francs pour la Ville de Lausanne malgré une subvention à la pose des affiches⁸, environ la même somme pour l'affichage dans les autres « grandes villes » du canton et plusieurs milliers de francs pour les plus petites communes). Nous avons également renoncé à l'impression et à la distribution de prospectus « tous-ménages », à l'affichage sur les supports destinés à l'affichage commercial, aux annonces dans la presse, à la publicité sur internet, aux lettres destinées à des catégories particulières de la population (comme les agriculteurs dans le cas d'un candidat de l'UDC) ou à la production d'autocollants et d'autres objets promotionnels (sent-bon, stylos, cartes postales, etc.), autant d'éléments polluants qui nécessitent plusieurs dizaines voire centaines de milliers de francs de budget de campagne auxquels consentent les grands partis.

Ce n'est pas pour autant que la campagne n'a pas généré de frais. Ceux-ci ont été pris en charge uniquement par les membres du collectif et les candidat.e.s qui le souhaitaient, sans aucune obligation. Aucun soutien financier externe (auprès de personnes physiques ou morales) n'a été recherché ou proposé. Par souci de transparence totale et dans le but de réclamer que celle-ci soit rendue obligatoire pour tous les partis, nous avons publié et régulièrement mis à jour le détail de nos dépenses sur notre [site internet](#) tout au long de la campagne :

Objet	Mode de paiement	Montant
Création graphique du logo	Une pizza et deux bières	35.00
Création graphique des flyers (1)	Des nouilles et deux bières	35.00
Création graphique des flyers (2)		60.00
Impression des flyers		244.00
Nom de domaine internet		8.85
Promotion de posts Facebook		267.00
TOTAL (CHF)		649.85

À cela s'ajoutent plusieurs centaines d'heures de travail bénévole.

⁸ À Lausanne, l'affichage est facturé 14 francs par affiche par la Ville, montant que la Municipalité prend à sa charge à hauteur de 9 francs. Les 5 francs restant sont à la charge des partis, montant auquel s'ajoute le prix de l'impression de chacune des affiches qui doivent être livrées par les listes.

5. Couverture médiatique et rôle des médias

L'objectif principal du lancement de la liste TCVD était de stimuler le débat sur la représentation de la population, le système démocratique représentatif et semi-direct et l'alternative du tirage au sort. Nous sommes donc plus que satisfait.e.s de la couverture médiatique dont la démarche a bénéficié, qu'il s'agisse de la part de médias nationaux (télévision, radio et presse) ou régionaux (presse et télévision)⁹ :

Date	Média	Émission/Titre	Intervenant.e
23.06	RTS La Première	Le journal horaire	Clémence Demay
24.06	RTS La Première	Forum : Un collectif veut tirer au sort les futurs conseillers nationaux vaudois	Daniel Curnier
29.06	Le Temps	Suisse : Première expérience pratique pour la démocratie par le hasard	Daniel Curnier
05.07	RTS (TV)	Téléjournal 19h30 : Le collectif Transition citoyenne Vaud tire au sort 19 candidats au National	T. Crettenand, D. Pérez, N. Rossi
05.07	RTS La Première	Le 12h30 : Un collectif vaudois présente une liste de candidats tirés au sort pour les élections au Conseil national	Clémence Demay
18.07	RTS (TV)	Nouvo : Le tirage au sort, must démocratique ?	
12.08	24 Heures (web)	Près de 400 candidats pour le Conseil national	
13.08	24 Heures	377 vaudois veulent entrer au Conseil national	
19.08	24 Heures (web)	Vaud: les apparentements ont été déclarés	
29.08	Le Courrier, La Liberté	Les grèves ont stimulé les troupes : Une liste citoyenne	Clémence Demay
19.09	RTS La Première	Face aux petits partis	Maeva Deley
20.09	La Télé	Actu	Margaud Schulthess
20.09	Le Messager	Élections fédérales	Alice Demay
27.09	RTS La Première	Vacarme : Faire sauter le cadre !	Divers.es
27.09	L'Echo du Gros-de-Vaud	Les 16 candidats au Conseil national se présentent	Margaud Schulthess
03.10	La Côte	Élections fédérales	Virginie Genton, Victor Piovano
03.10	Feuille d'avis de la Vallée de Joux	Élections nationales : Qui sont les quatre candidats combiers ?	Simon Andrey
07.10	Val TV	Élections fédérales 2019	Simon Andrey
11.10	24 Heures	Une campagne vaudoise à 2 millions de francs	
17.10	Journal du Pays-d'Enhaut	Quelques nouvelles du Parlement	Alexandra Leuba
24.10	Feuille d'avis de la Vallée de Joux	Élections nationales: Les candidats combiers recalés	Simon Andrey
24.10	Le Temps	Temps fort « Après les élections fédérales : ces jeunes qui défient les institutions »	Clémence Demay

⁹ Journalistes avec lesquelles nous avons échangé : RTS (Tania Barril, Hannah Schaerer, Camille Degott, Laurence Difélix), Le Temps (Noémie Pralat, Michel Guillaume), 24 Heures (Mathieu Signorelli), La Télé (Roland Guex), etc.

Nos interactions avec les médias nous ont appris énormément sur les ressources nécessaires pour mener campagne, mais aussi sur le rôle qu'ils jouent dans le débat politique pré-électoral et dans la reproduction des structures en place (structures que nous critiquons). En ce qui concerne les ressources requises pour mener campagne, il nous est apparu important de dégager du temps de fin août à début octobre pour répondre aux sollicitations des médias. Nous avons en effet dû décliner un certain nombre d'invitations par manque de disponibilité des candidat.e.s, notamment dans le cas d'enregistrements qui se déroulaient à des heures et dans des lieux précis (RTS à Moudon et Radio Chablais à Monthey, par exemple).

Quant aux pratiques journalistiques, le premier constat est qu'il est difficile de mener campagne avec un discours qui ne correspond pas au carcan traditionnel. En effet, les questions des journalistes sont très souvent orientées vers des thématiques spécifiques et laissent peu de place à la critique du système électoral existant. Et lorsque ce point est évoqué, elles et ils insistent souvent sur le manque d'expérience des candidat.e.s, alors que nous dénonçons justement le carriérisme politique masqué sous l'étiquette trompeuse de « politicien.ne.s de milice ». Porter des revendications qui s'écartent d'un programme conventionnel requiert donc une préparation et une aisance orale plus acérée que pour les candidat.e.s des partis historiques.

La seconde critique qui peut être adressée à la très grande majorité des médias avec lesquels nous avons été en contact concerne le format des émissions et interviews, ainsi que la place et le temps de parole accordés aux différent.e.s candidat.e.s. Il nous paraît utile d'illustrer cette critique par trois exemples, classés du moins important au plus problématique :

1. L'agence de presse Keystone-ATS a cherché à obtenir des photos de tous les candidat.e.s avec une insistance envahissante, alors même que certaines personnes ne souhaitent pas rendre leur photographie publique. Cette démarche et les directives contraignantes concernant le format des photos reflète l'uniformisation et la focalisation sur la forme plutôt que sur le fond de certains médias.
2. Un animateur de Radio Chablais nous a invité à participer à un « duel » mettant face à face deux candidat.e.s choisis par la rédaction de la radio. Ce choix s'est clairement fait en programmant les grands partis aux dates les plus proches de l'élection du 20 octobre, reléguant les petits partis au début du mois de septembre. C'est ainsi que nous n'étions invités qu'à la deuxième émission de la série le 5 septembre à nous « confronter en duel » contre le parti d'extrême-droite Action nationale – Démocrates suisses. Et, alors que les « duels » devaient durer 24 minutes (12 minutes par parti), seuls les grands partis étaient invités au « grand débat » public d'une heure agendé le 25 septembre. Cette sélection était justifiée par l'intention de la rédaction de « rendre le débat fluide, intéressant et agréable à écouter pour [les] auditeurs ».
3. Le troisième exemple est sans doute le plus inquiétant, puisqu'il concerne la RTS, radio-télévision de service public en partie financée par les contribuables. Durant la campagne¹⁰, notre liste n'a été invitée à participer qu'à une seule émission d'une durée de moins de 5 minutes, intitulée « Face aux petits partis ». Par comparaison, les 10 grands partis romands se sont partagés 11h (660 minutes) d'émissions de radio et de

¹⁰ En amont de la campagne, au moment du tirage au sort public début juillet, la démarche a fait l'objet d'une séquence de 2' pour le téléjournal, de trois séquences d'actualité à la radio pour un total de 6' et d'une séquence de 2'30" pour l'émission web « Nouvo ». Ce temps d'antenne ne faisait toutefois pas partie de la démarche de couverture systématique de la campagne électorale, qui a débuté le 26 août 2019 (décision RTS).

télévision. Les cinq plus grands partis se sont partagés 95 minutes de temps d'antenne supplémentaire (sans compter les émissions politiques spécialement produites pour la campagne, mais sans intervention directe de candidat.e.s, mais qui font toutefois référence aux grands partis et à leurs thématiques de prédilection). Et, alors qu'une journaliste de la RTS a consacré plusieurs heures à suivre nos discussions et notre démarche, sa proposition a été refusée par la rédaction.

Ce déséquilibre en défaveur des petites listes est le résultat de choix éditoriaux qui méritent quelques précisions et remarques basées sur le document intitulé « Élections fédérales 2019 – Directives SSR et règles RTS ». On y trouve une série de justifications expliquant la faible présence des petites listes dans le traitement de la campagne électorale, dont voici quelques extraits :

- « Le temps d'antenne sera réparti entre les partis et mouvements selon leur importance numérique en Suisse romande. Il en va de même pour la participation à telle ou telle catégorie d'émission ».
- « Le premier critère est celui de la pertinence éditoriale, qui recoupe en l'occurrence celui de la pertinence politique ».
- « [...] l'échelonnement prévu de la présence des partis conformément à leur poids électoral ».
- « Sont admis aux émissions électorales les partis qui disposent d'au moins un élu romand au Conseil national [...] ou qui disposent d'une force électorale représentant au moins 7 % des suffrages exprimés lors des dernières élections au Grand Conseil dans un canton romand [...] ».

Ces arguments sont évidemment discutables, d'autant plus qu'ils entrent, selon nous, en contradiction avec certaines déclarations de principes contenues dans ce même document. On y trouve par exemple :

- « Retrouver et donner ce sens, là est incontestablement l'exigence du moment. [...] En convoquant plus que jamais le débat public et citoyen ».
- « Faire de nos vecteurs le lieu de cette discussion publique. Sa tribune, son amphithéâtre, son forum. Pour que s'y dessine la représentation de la Suisse de demain ».
- « Pour cela, nous allons regrouper les forces de nos rédactions. [...] En touchant l'ensemble du public. Le média de tous et le média de chacun. Essentiel dans une démocratie participative ».
- « L'information électorale doit satisfaire aux critères d'une information objective et aussi complète que possible afin de permettre la formation d'opinion dans le cadre d'un processus démocratique ».
- « La RTS offrira aux candidats et à leur parti la possibilité d'exposer leur projet de société ».
- « Elle s'engage bien entendu au respect des principes d'impartialité et d'équité à l'égard des partis et des candidats en lice ».
- « Les règles applicables aux émissions électorales [...] sont [...] : respect de la personnalité (Code civil), impartialité et diversité de l'information dans la couverture des faits et des courants d'opinion (programmes des partis, objectifs de législature, position sur des grands enjeux, etc.). [...] la diversité concerne l'ensemble du programme, les dossiers en ligne consacrés aux élections mais aussi chacune des grandes

émissions électorales contradictoires (si elles sont prévues). Plus la date du scrutin approche, plus le respect du principe de diversité s'impose¹¹ ».

La RTS appuie ces déclarations sur des éléments du cadre légal, dont les principes rejoignent les déclarations listées ci-dessus, mais dont l'interprétation au moment de définir les critères de sélection des candidat.e.s invité.e.s à s'exprimer nous semble arbitraire :

- « La SSR contribue à la libre formation de l'opinion en présentant une information complète, diversifiée et fidèle, en particulier sur les réalités politiques, économiques et sociales [...] (art. 24, al. 4, let. a et c LRTV).
- « Il existe [...] depuis 1971 une jurisprudence du Tribunal fédéral que l'on peut résumer ainsi : [...] les partis qui n'ont pas (encore) de représentants aux Chambres fédérales et les nouveaux partis [...] ne sont autorisés à participer aux émissions que s'ils satisfont aux critères régionaux linguistiques ».

Mais la jurisprudence du Tribunal fédéral légitime également un déséquilibre dans l'espace médiatique attribué aux différentes listes et candidat.e.s : « Le Tribunal fédéral a reconnu conforme au droit « le système à plusieurs vitesses » pratiqué jusqu'ici en fonction de l'importance de fait des partis en lice ».

Il revient donc aux rédactions de la RTS et d'autres médias de déterminer le temps et la place accordée à chacun des groupes politiques qui se présentent aux élections. Dans le cas de la RTS ou de Radio Chablais¹², on observe toutefois que les choix effectués selon leur interprétation du critère de la « pertinence politique » avantagent largement les partis qui disposent historiquement de grandes parts du pouvoir politique. Si ces choix ont peut-être une pertinence du point de vue de l'audience ou de la fluidité d'un débat investi par des oratrices et des orateurs expérimenté.e.s au sein de limites strictes et figées, on peut s'interroger sur leur contribution aux principes déclarés de construction d'un débat citoyen où se dessinerait « la représentation de la Suisse de demain ». De même, les principes de « démocratie participative », « d'équité » et de « diversité » ne nous semblent pas compatibles avec ces choix. Que ce soit de manière volontaire ou non, il nous paraît évident que les grands médias romands jouent, dans le cadre des campagnes électorales en tout cas, ce que le rédacteur en chef du *Monde diplomatique* Serge Halimi a appelé le rôle de « nouveaux chiens de garde », c'est-à-dire de reproduction de la domination des grands partis politiques historiquement instaurés qui protègent en grande partie les intérêts des élites économiques¹³.

¹¹ Ce dernier point, en particulier, nous semble n'avoir pas été respecté puisque les candidat.e.s de la liste TCVD n'ont pas été invité.e.s à s'exprimer après leur seule apparition du 5 septembre.

¹² Il serait intéressant d'effectuer le même exercice avec la presse écrite, ce que nous n'avons malheureusement pas les ressources de faire dans l'immédiat.

¹³ Voir aussi Habermas, J. (1997). *Droit et démocratie. Entre faits et norme*. Paris : Gallimard, p. 394.

6. Apprentissages

Outre les connaissances acquises sur le fonctionnement des médias en période électorale, les six mois qu'aura duré l'aventure de la liste TCVD aura été l'occasion d'apprentissages nombreux et variés sur les institutions suisses, le processus électoral, l'engagement politique et les dynamiques citoyennes. Comme souvent, les apprentissages ont émergé de la confrontation à des limites ou de l'émergence de situations inattendues. Cette section liste les différentes difficultés auxquelles nous avons été confronté.e.s comme autant de points de départ pour des réflexions d'une valeur non négligeable, au cours de ce que l'on peut considérer comme un processus d'éducation populaire non formel d'une extraordinaire richesse.

La plus grande difficulté posée par la démarche de la liste Transition citoyenne Vaud aura été le paradoxe généré par la nécessité, pour gagner en visibilité, de « faire campagne » d'une façon ou d'une autre (alors que l'outil que nous défendons permettrait justement d'éviter ce passage obligé par le jeu politique). La campagne ne faisant pas sens pour la finalité du projet, sa mise en place aura avant tout constitué une expérience collective, un laboratoire citoyen, plutôt qu'une campagne politique.

Les membres de la liste ont dû élaborer leur manière de travailler pour mener à bien ce projet. La réalisation nous semble maintenant avoir manqué d'organisation et d'outils mis en place à priori. Il est néanmoins intéressant de voir que certains outils se sont instaurés d'eux-mêmes. Un effort considérable a été fait pour assurer le bon déroulement de la communication (tours de parole, facilitation, gestuelle, etc.), en grande partie car certain.e.s avaient déjà l'habitude de ces modes de communication par d'autres biais. Si cette façon de faire a été adoptée sans trop de soucis, elle n'a ni été réellement discutée, ni expliquée, ce qui nous aurait probablement permis d'aller plus loin dans les échanges.

Dans le cas d'une désignation des représentant.e.s politiques par tirage au sort, l'issue des débats idéologiques devrait se traduire par une prise de décision. Notre démarche ne nous contraignant en rien à cela, nous nous sommes bien souvent contenté.e.s d'en rester à un échange de points de vue, sans nécessairement forcer le consensus et sans jamais procéder au vote. La nécessité d'organiser la campagne nous a tout de même contraint.e.s à arrêter certaines décisions. Les individus composant une liste tirée au sort ont par défaut des avis divergents et les objets politiques abordés peuvent s'avérer particulièrement sensibles. De notre expérience, la multiplicité et la diversité d'opinions n'a pas posé de problème en termes de respect d'individu à individu.

Il a par contre été passablement fastidieux de procéder à des prises de décisions communes ou d'arriver à un consensus. Il avait été décidé d'un commun accord que toute décision à laquelle s'opposerait formellement un.e candidat.e serait écartée du projet, ce pour éviter que la personne en question voit son nom associé à un principe qu'elle ne saurait assumer. Malgré cela et par habitude, les quelques oppositions qui ont eu lieu ont mis du temps à être entendues, le réflexe étant souvent de vouloir soit recourir au vote, soit libéraliser la prise de décision (c'est-à-dire laisser la liberté à celle ou celui qui veut organiser/faire/mettre en place quelque chose de le faire sans engager les autres candidat.e.s). Ces deux façons de procéder allant à l'encontre d'une partie des valeurs que nous défendons à travers le principe du tirage au sort, il aurait été intéressant de prendre de la distance et de travailler plus longuement sur le processus de prise de décisions au sein du groupe.

Concernant le consensus, il est amusant de noter que les membres de la liste n'ont pas trouvé de commun accord sur certains éléments fondamentaux. Le but du projet, par exemple, n'était jusqu'au bout pas le même pour toutes et tous. Pour certain.e.s, le but était de produire une critique concrète du système politique actuel et il fallait donc nous éloigner, de par notre démarche, des codes de celui-ci. Pour d'autres, l'expérience a été l'occasion de jouer le jeu de la campagne. Si la question du sens a occupé un temps considérable des discussions, cela nous a également permis de créer des échanges particulièrement riches autour notamment des enjeux, des outils utilisés et de la signification que nous souhaitions donner à ce que nous étions en train de réaliser.

Le choix des deux biais dénoncés par la liste (âge et sexe) a été fait à partir des informations produites par le Parlement : notre propos fait directement écho à leurs statistiques. Ce sont deux biais dont la critique est fondamentale et qui touchent une part très large de la population. Il paraît toutefois nécessaire de souligner que cette dénonciation est un choix stratégique qui ne se suffit pas à lui-même. Reprendre telles quelles les statistiques du Parlement pose problème, car elle reflète notre incapacité à représenter les personnes mineures qui, comme le montrent les mobilisations de cette année 2019, se sentent à la fois concernées par les sujets qui prennent place sur la scène politique et délaissées par les élu.e.s. Ce choix contribue d'autre part à reproduire un système binaire de classification des genres, fermant la porte à une critique radicale du système patriarcal qui régit nos institutions politiques. Il y a bien évidemment d'autres communautés lésées par le système politique en place auxquelles notre campagne n'a donné aucune visibilité : celles et ceux qui n'ont pas la nationalité suisse, les personnes racisées, les classes socio-économiques défavorisées et la communauté LGBTQ+ (pour n'en citer que quelques-unes).

L'un des objectifs affichés de la liste était de toucher en priorité les abstentionnistes. Il ne nous est pas possible d'évaluer la proportion de ceux et celles-ci parmi les suffrages obtenus. Nous pouvons cela dit procéder à une autocritique en termes de choix stratégiques. En passant par les médias traditionnels pour communiquer, nous nous sommes automatiquement détourné.e.s d'une partie de cette population, lesdits médias étant plus accessibles et accédés par les personnes se sentant à priori concernées par les élections. Du fait des ressources limitées dont nous disposions, le temps consacré à faire campagne selon les canaux traditionnels n'a ainsi pas pu être investi dans des actions susceptibles de toucher les abstentionnistes. Une solution aurait été d'utiliser l'espace médiatique pour transmettre cet objectif de façon plus proactive, en parallèle de la dénonciation des biais, et de s'en tenir à ces sujets. Nous aurions également pu nous détourner de ces médias et tenter une approche plus directe des personnes concernées. Cela nous aurait toutefois demandé bien plus de ressources, de temps et de recherches sur le profil des abstentionnistes elles et eux-mêmes.

Malgré ces critiques importantes de la démarche et du déroulement de notre expériences, nous en retirons toutes et tous une série de réflexions et d'apprentissages précieux. Nous estimons, au regard de nos capacités et au vu des résultats obtenus, avoir pu faire passer le message souhaité. Nous avons occupé l'espace médiatique qui nous était offert de façon quasi-systématique, et le fait de présenter la liste TCVD aux élections fédérales en annonçant ses objectifs a de facto donné une certaine visibilité à l'outil qu'est le tirage au sort. Nous espérons donc avoir contribué à approfondir la réflexion sur cette question sur la scène politique vaudoise et en particulier auprès des centaines de personnes qui ont entendu parler du projet, avec lesquelles nous avons discuté et qui ont voté pour la liste.

Ce que nous retenons de ce projet, c'est avant tout la pertinence de la mise en place d'espaces d'expérimentation sociale et politique par des citoyen.ne.s. Ces laboratoires populaires permettant l'apprentissage par l'expérience sont selon nous une façon réaliste et constructive d'entamer une réconciliation entre la politique et le peuple, lui permettant de mieux comprendre ce qu'elle signifie, ce qu'elle implique et dès lors s'en sentir moins exclu.

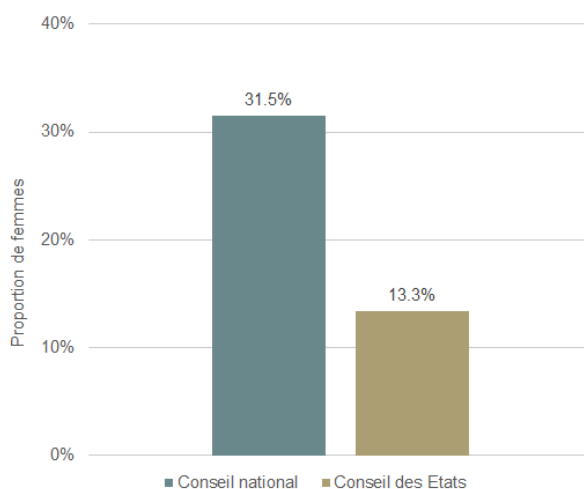
7. Epilogue

Dès sa naissance, le projet de liste tirée au sort s'est considéré comme l'application aux élections fédérales dans le contexte vaudois de principes théoriques préexistants et d'expériences présentes ailleurs en Suisse et dans le monde. C'est le cas notamment des processus [Ma Voix](#) en France, [Decide Madrid](#) en Espagne (qui s'appuie sur la plateforme [Consul Project](#)) ou les [Citizen's Initiative Reviews](#) au [Massachusetts](#), dans l'Oregon et en Californie, notamment. L'aventure terminée, il nous paraît utile de rendre compte publiquement de ces spécificités et des apprentissages emmagasinés, comme contribution à la lutte de longue haleine pour une véritable démocratie (au sens étymologique du terme). C'est dans cette optique que nous avons pris contact avec des initiatives telles que [GENOMI](#) et [Demoscan](#) en Suisse, afin de construire des ponts et des synergies. Plus largement et de par les liens que certain.e.s candidat.e.s et membres du collectif entretiennent avec les mobilisations féministes et de lutte contre les changements climatiques¹⁴, l'expérience acquise durant les six derniers mois devrait être remobilisée dans le Canton de Vaud et au-delà.

¹⁴ Le groupe régional vaudois de la Grève du Climat a d'ailleurs [annoncé le 13 novembre 2019](#) qu'un.e candidat.e tiré.e. au sort se présenterait à l'élection complémentaire du Conseil d'État vaudois prévue le 9 février 2020, suite à l'élection au Conseil national de la Conseillère d'État Jacqueline de Quattro (Parti libéral-radical).

Annexe I – Profils des parlementaires (législature 2015-2019)

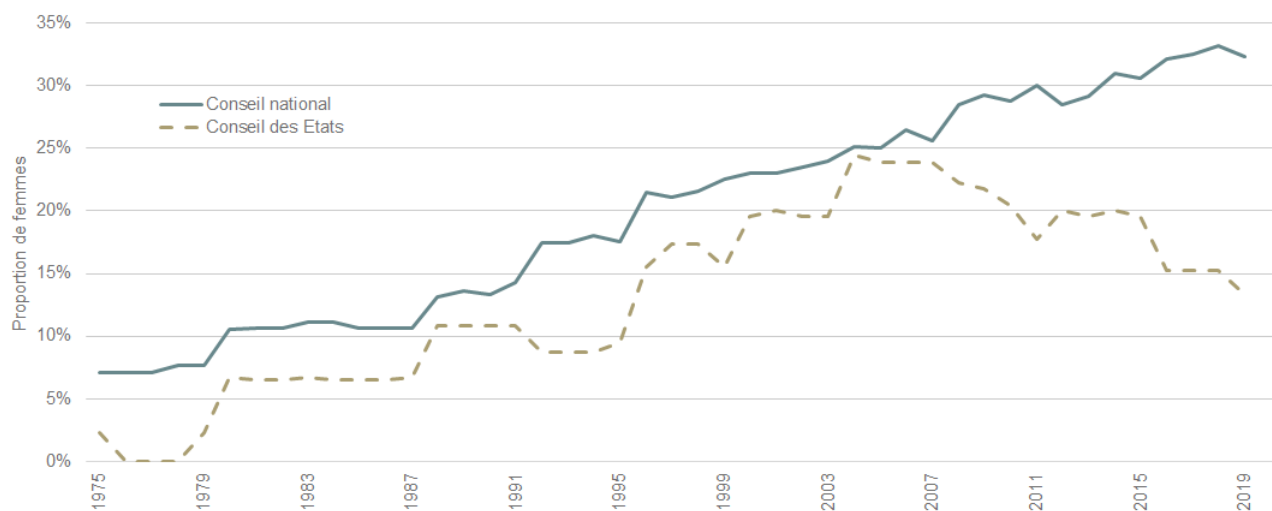
Proportion de femmes au sein des conseils (date de référence : 07.05.2019)



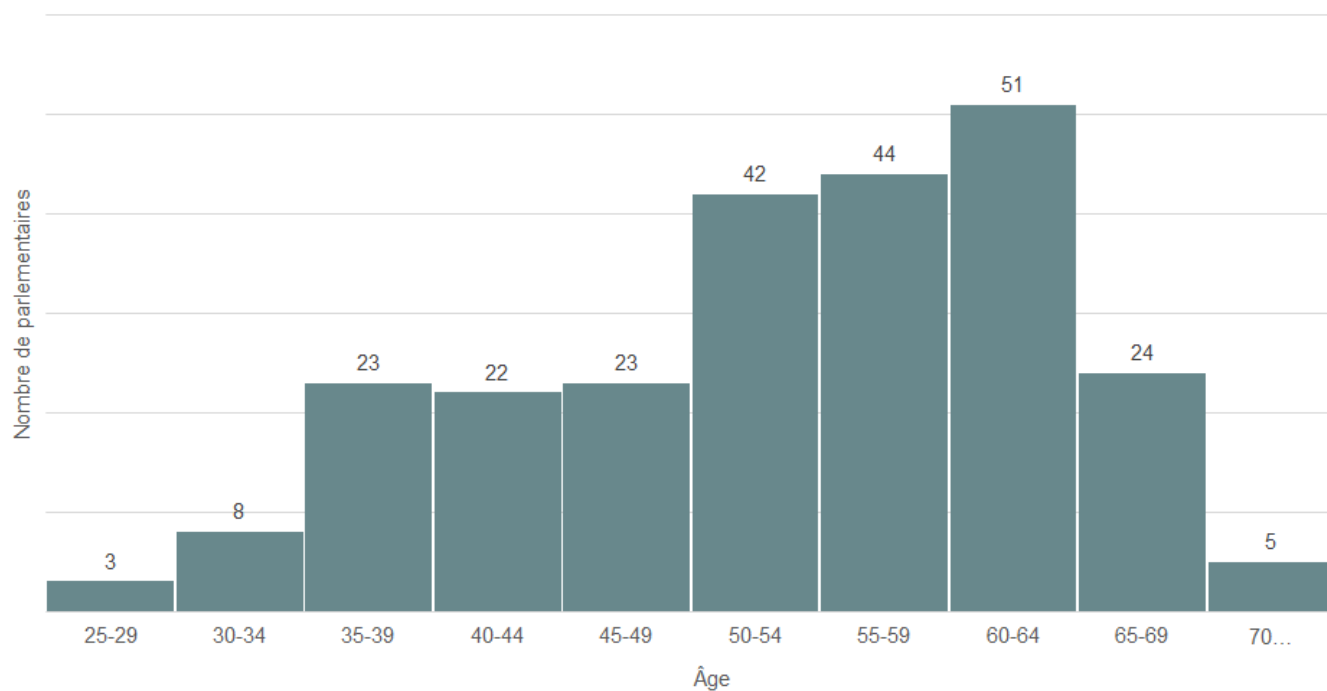
	Nb. de sièges	Nb. d'élu.e.s en fonction	Nb. de femmes	Part de femmes	Nb. d'hommes	Part d'hommes
Conseil national	200	200	63	31.5%	137	68.5%
Conseil des États	46	45	6	13.3%	39	86.7%

Evolution de la proportion de femmes entre 1975 et 2019

Evolution de la proportion de femmes au Conseil national et au Conseil des États au 1^{er} janvier de l'année concernée.

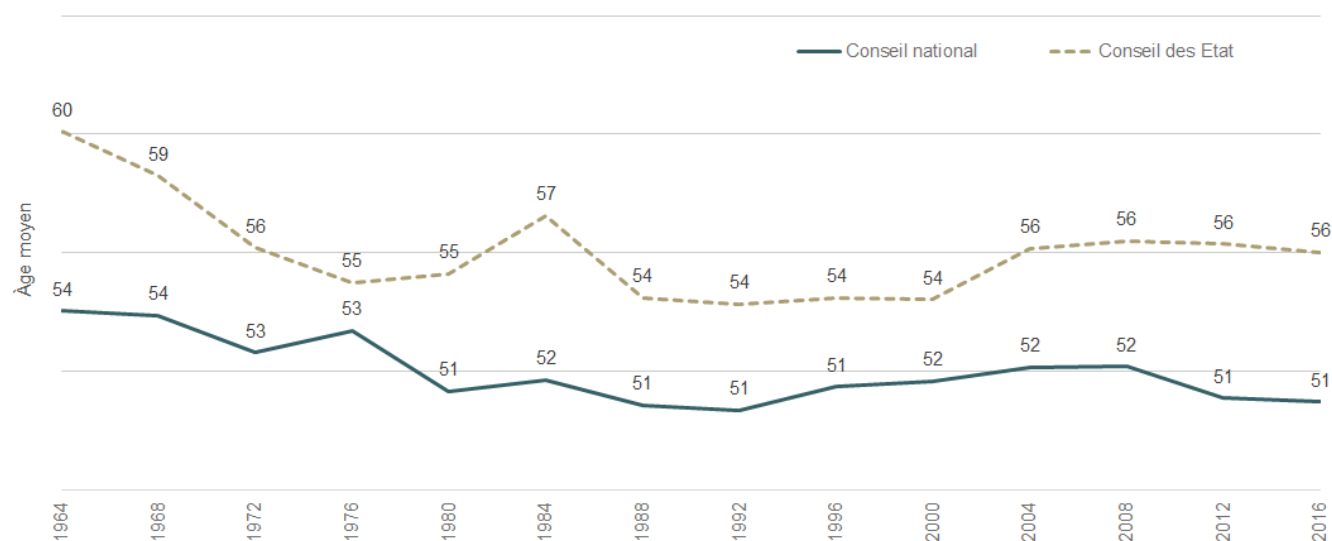


Répartition des parlementaires par groupe d'âge (date de référence: 22.03.2019)



Évolution de l'âge moyen

Évolution de l'âge moyen au Conseil national et au Conseil des États au 1^{er} janvier, après les élections fédérales.



Toutes les données ci-dessus proviennent du [site officiel](#) du Parlement fédéral (consulté le 7 mai 2019).

Annexe 2 – Biais de représentation dans l'actualité suisse

[Une campagne vaudoise à 2 millions de francs \(11 octobre 2019\).](#)

[Les grandes entreprises versent des millions aux partis politiques \(7 octobre 2019\).](#)

[Plus de 1000 élus rémunérés par leurs employeurs pour faire de la politique \(7 octobre 2019\).](#)

[Enfin une solution pour diviser les hausses des primes par deux ! \(24 septembre 2019\).](#)

[La domination masculine sur la politique suisse \(17 septembre 2019\).](#)

[Des mandats hors-Parlement rémunérés \(8 septembre 2019\).](#)

[Élections et argent : qui déclare ses \(gros\) sous et qui les cache ? \(3 septembre 2019\).](#)

[Une place sous la Coupole fédérale, combien ça coûte ? \(24 juin 2019\).](#)

[Les intérêts de près de 80 élus fédéraux dans le secteur de l'énergie \(29 mai 2017\).](#)

[Les parlementaires fédéraux gagnent bien leur vie \(23 mai 2017\).](#)

Annexe 3 – Références sur les biais et le tirage au sort des élus

Expériences institutionnelles en Suisse

[GENOMI – Génération nomination](#). La première préoccupation consiste à trouver un moyen de permettre un accès à tous sans discrimination aux fonctions publiques décisionnelles, la seconde de trouver un moyen de limiter l'influence grandissante de l'argent sur les décisions importantes, qui s'écartent ainsi de la recherche du bien commun.

[Demoscan](#). Expérience pilote réalisée dans la ville de Sion (VS) où un panel constitué de citoyen.ne.s ont pour tâche d'analyser un enjeu de société important. Il s'agit de personnes tirées au sort et reflétant les diverses catégories de la population (en termes d'âge, de formation, de genre etc.). Ce panel citoyen est inspiré d'un processus existant en Oregon (USA) depuis une dizaine d'années (Citizens' Initiative Review), où des citoyen.ne.s sont appelé.e.s à délibérer avant certaines votations.

[Ville de Bienne. Réponse au postulat 20170209, Ruth Tennenbaum et Roland Gurtner, Passerelle, « Introduction du tirage au sort pour les élections au Conseil de ville ».](#)

Vidéos et radio

[Michele Andina \(21 décembre 2018\). Le tirage au sort pour une information équilibrée des électeurs.](#)

[Michele Andina \(26 juin 2019\). Le tirage au sort pour des élections plus justes.](#)

[Paule Le Fèvre \(16 mai 2019\). L'élection a une dimension aristocratique.](#)

[RTS \(23 mai 2019\). Comment choisir ses dirigeants ?](#)

Articles de presse/internet

[Loïc Blondiaux \(2015\). Démocratie participative.](#)

[Ilaria Casillo et Jean-Michel Fourniau \(dir.\). Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation.](#)

[Pierre Rosanvallon \(2009\). Sortir de la myopie des démocraties.](#)

[Yves Sintomer \(9 avril 2012\) : Petite histoire du tirage au sort en politique. D'Athènes à la Révolution française.](#)

Ouvrages

John Gastil et Erik Olin Wright (dir) (2019), *Legislature by Lot. Transformative Designs for Deliberative Governance*, London-New York: Verso.

Paul Le Fèvre (2019). *La démocratie c'est vous !*. Paris : Alma.

Jan Rosset (2016). *Economic inequality and political representation in Switzerland*. Cham : Springer.

Numéro de revues

[Passé simple n°43 \(Mars 2019\). Quand les Suisses tiraient au sort : le hasard en politique.](#) Le dossier de mars de Passé simple est une invitation à réfléchir sur la démocratie suisse, sur les modes d'élections et de légitimation des élu-e-s. Les pratiques actuelles, qui nous semblent évidentes et gravées dans le marbre, apparaissent plutôt récemment. Auparavant, le tirage au sort jouait un rôle important dans les élections.

[Publication en série de la Bibliothèque am Guisanplatz n°74 \(2018\). Expériences du tirage au sort en Suisse et en Europe \(XVI^e-XXI^e siècles\).](#)

Articles scientifiques

[Dimitri Courant et Yves Sintomer \(2019\). Le tirage au sort au XXI^e siècle. Actualité de l'expérimentation démocratique. *Participations*, 23, 5-32.](#)

[Dimitri Courant \(2019\). Du klérotérion à la cryptologie : l'acte de tirage au sort au XX^e siècle, pratiques et instruments. *Participations* \(Hors série\), 343-372.](#)

[Daniel Gaxie \(1987\). Le cens caché. *Réseaux. Communication – Technologie – Société*, 22, 29-51.](#)

Rejoins le tirage au sort de la liste « Transition citoyenne » pour les élections fédérales !

Aujourd'hui, le Parlement suisse est composé à 72% d'hommes et seul.e.s 11 des 245 élu.e.s en fonction ont moins de 35 ans (soit 4.5%). Ce déficit de représentativité est un des facteurs qui expliquent le faible taux de participation aux élections fédérales (42.9% des Vaudois.e.s ayant le droit de vote en 2015).

Au vu des grands enjeux sociaux et écologiques du XXI^e siècle, il est urgent de changer les règles du jeu politique, afin que la population soit mieux représentée. C'est pourquoi nous proposons une liste de candidat.e.s tiré.e.s au sort pour l'élection du Conseil national du 20 octobre 2019. Pour que notre message passe, nous avons besoin de toi !

Si nous récoltons au minimum 190 candidatures d'ici au 28 juin 2019 (nous en espérons bien plus !), nous organiserons un tirage au sort public le 4 juillet pour identifier les personnes qui figureront sur la liste en vue de l'élection des 19 député.e.s qui représenteront le canton de Vaud pour la législature 2019-2023. Afin de dénoncer les biais actuels, nous ne tirerons au sort que des candidat.e.s âgé.e.s de moins de 35 ans le 20 octobre 2019 et une majorité de femmes. Si ton nom est tiré au sort, tu pourras décider si tu continues l'aventure ou si tu te retires (détails en ligne).

Si tu souhaites que la question de la représentation du peuple par les élu.e.s soit débattue publiquement et que le tirage au sort des parlementaires devienne un jour réalité, inscris-toi comme candidat.e au tirage au sort sur la page <https://tinyurl.com/y6csg89q>

Pour la liste « Transition citoyenne »

Benoît, Clémence, Daniel, Karine, Stéphane et Timothée

Facebook: Liste Transition citoyenne VAUD

Twitter: @ListeTransition

Email: TransitionCitoyenneVD@protonmail.com



ET SI LES JEUNES ÉTAIENT MIEUX
REPRÉSENTÉ.E.S AU PARLEMENT ?

ET SI LES SIÈGES ÉTAIENT RÉPARTIS
DE MANIÈRE ÉGALITAIRE ENTRE
FEMMES ET HOMMES ?

ET SI LE POUVOIR POLITIQUE ÉTAIT
INDÉPENDANT DES LOBBIES DU
SECTEUR PRIVÉ ?

ET SI LES ÉLU.E.S ÉLABORAIENT DES
LOIS EN PRENANT EN COMPTE LE
LONG TERME ?

ET SI CELLES ET CEUX QUI SE SONT
DÉTOURNÉ.E.S DE LA POLITIQUE S'Y
INTÉRESSAIENT À NOUVEAU ?



Liste Transition citoyenne

Annexe 5 – Communiqué de presse diffusé le 22 juin 2019

Liste transition citoyenne Vaud : Expérience d'une liste de candidat.e.s tiré.e.s au sort pour l'élection au Conseil national du 20 octobre 2019

Enfin du nouveau pour les élections fédérales : un tirage au sort pour établir la liste de candidat.e.s « Transition citoyenne VAUD » pour les élections fédérales !

Aujourd'hui, le Parlement suisse est composé à 72% d'hommes et seul.e.s 11 des 245 élu.e.s en fonction ont moins de 35 ans (soit 4.5%). Ce déficit de représentativité est un des facteurs qui explique le faible taux de participation aux élections fédérales (42.9% des Vaudois.e.s ayant le droit de vote en 2015).

Fort.e.s de ce constat, nous nous sommes posé.e.s les question suivantes :

- Et si les jeunes étaient mieux représenté.e.s au Parlement ?
- Et si les sièges étaient répartis de manière égalitaire entre femmes et hommes ?
- Et si le pouvoir politique était indépendant des lobbies du secteur privé ?
- Et si les élu.e.s élaboraient des lois en prenant en compte le long terme ?
- Dans ces conditions, est-ce que celles et ceux qui se sont détourné.e.s de la politique s'y intéresseraient à nouveau et seraient prêt.e.s à s'engager ?

Afin de répondre à ces différentes interrogations, notre groupe "Transition citoyenne Vaud" a décidé de présenter une liste de 19 candidat.e.s tiré.e.s au sort publiquement parmi un panel d'un minimum de 190 candidat.e.s. Ces personnes ont été invité.e.s largement à s'inscrire par le biais de la distribution de tracts ainsi que par les réseaux sociaux. Cette liste sera composée de deux tiers de femmes et d'un tiers d'hommes âgé.e.s de moins de 35 ans, afin de compenser la faible représentation actuelle des femmes et des jeunes à l'Assemblée fédérale. Le tirage au sort aura lieu le 4 juillet.

Au vu des enjeux sociaux et écologiques du 21^{ème} siècle, il est nécessaire de changer les règles du jeu politique, afin que la population soit mieux représentée. Le tirage au sort des député.e.s est un des moyens pour tendre vers une véritable démocratie. C'est pourquoi nous proposons cette liste de candidat.e.s tiré.e.s au sort pour les élections du Conseil national du 20 octobre 2019.

Pour la liste "Transition citoyenne VAUD"

Benoît, Clémence, Daniel, Karine, Stéphane et Timothée

Contacts

Daniel Curnier : 076 505 03 11

Clémence Demay : 079 534 70 26

Annexe 6 – Liste « Transition citoyenne Vaud »

La liste Transition citoyenne Vaud déposée le 9 août 2019 dans l'ordre fixé par le tirage au sort du 4 juillet 2019 et après remplacement des personnes s'étant retirées par la personne volontaire suivante.

	Nom	Prénom	Sexe	Âge	Commune politique
1	Chatton	Angélique	F	29	Lausanne
2	Meige	Claire	F	26	Lausanne
3	Genton	Virginie	F	24	Pampigny
4	Safaï	Helen	F	29	Chavannes-près-Renens
5	Demay	Alice	F	22	Oron
6	Andrey	Simon	M	29	Le Lieu
7	Duay	Justine	F	32	Lausanne
8	Rossi	Nicolas	M	28	Lutry
9	Cardon	Léonie	F	27	Lausanne
10	Deley	Maeva	F	31	La Tour-de-Peilz
11	Blanc	Claire-May	F	28	Baulmes
12	Schulthess	Margaud	F	29	Montilliez
13	Vallon	Nicolas	M	23	Grandson
14	Perez	Danaé	F	19	Lausanne
15	Piovano	Victor	M	30	Préverenges
16	Saugy	Raphaël	M	34	Lausanne
17	Praz	Joël Swai	M	28	Lausanne
18	Rupp	Clea	F	34	Lausanne
19	Leuba	Alexandra	F	22	Château-d'Oex

ET SI VOUS VOTIEZ TRANSITION CITOYENNE VAUD LE 20 OCTOBRE PROCHAIN ?



CHANGEZ LES RÈGLES DU JEU POLITIQUE,
EXIGEZ LA DÉMOCRATIE



ListeTransitionCitoyenneVAUD
www.transitioncitoyennevaud.ch

La liste Transition citoyenne Vaud www.transitioncitoyennevaud.ch est composée de 19 candidat-e-s tiré-e-s au sort qui se présentent à l'élection du Conseil National le 20 octobre 2019. Cette liste est composée de 13 femmes et 6 hommes, tous âgés de moins de 35 ans.

Les biais démocratiques que sont le manque de représentativité et de diversité au parlement, l'influence des lobbys et le court-termisme doivent urgemment être traités pour que des réponses à la hauteur des enjeux sociaux et écologiques du XXI^e siècle puissent être apportés.

Pour tendre vers une démocratie fondée sur la transparence, l'égalité et dans laquelle toutes et tous peuvent s'impliquer, le mouvement propose le tirage au sort des parlementaires et la limitation du nombre de mandats.



ListeTransitionCitoyenneVAUD
www.transitioncitoyennevaud.ch

Annexe 8 – Visuels pour les réseaux sociaux

**CHANGEONS LES RÈGLES
DU JEU POLITIQUE**

#TRANSITION_CITOYENNE_VD 

**ET SI LES SIÈGES
ÉTAIENT RÉPARTIS
DE MANIÈRE ÉGALITAIRE
ENTRE
FEMMES ET HOMMES ?**

#TRANSITION_CITOYENNE_VD 

**FINANCER 200 000
FRANCS SON ÉLECTION ?**

**STOP À UNE POLITIQUE
DE CARRIÈRE !**

#TRANSITION_CITOYENNE_VD 

**TIRONS AU SORT
LES DÉPUTÉ.E.S
ET TENDONS VERS
PLUS DE DÉMOCRATIE**

#TRANSITION_CITOYENNE_VD 









**EN 2015,
SEUL 42.9%
DES VAUDOIS.E.S
ONT VOTÉ**

#TRANSITION_CITOYENNE_VD 

**CHANGEONS LES RÈGLES
DU JEU POLITIQUE**

#TRANSITION_CITOYENNE_VD 

Annexe 9 – Phrases des candidat.e.s de fin de campagne

<p> Liste Transition citoyenne VAUD 2 octobre · 🌐</p> <p>Pour toucher plus de monde qu'une élite formée à la politique Alice Demay, 22 ans</p> 	<p> Liste Transition citoyenne VAUD 3 octobre, 05:28 · 🌐</p> <p>Pour permettre de contrer les nombreux biais qui empêchent actuellement une représentation politique fidèle de la population Helen Safai, 29 ans</p> 
<p> Liste Transition citoyenne VAUD 4 octobre, 01:57 · 🌐</p> <p>Pour un parlement plus représentatif des richesses de la diversité de la population suisse. Raphaël Saugy, 34 ans</p> 	<p> Liste Transition citoyenne VAUD 5 octobre, 02:10 · 🌐</p> <p>Pour que la variété apporte égalité, transparence et progrès ! Alexandra Leuba, 22 ans</p> 



Liste Transition citoyenne VAUD

6 octobre, 08:19 · 🌐

Diminuons l'influence des lobbys, rendons le pouvoir aux citoyen-ne-s.
Margaud Schulthess, 29 ans



Liste Transition citoyenne VAUD

7 octobre, 05:00 · 🌐

Pour des transformations rapides de notre société qui répondent aux
demandes sociales et climatiques de notre présent.
Victor Piovano, 30 ans



Liste Transition citoyenne VAUD

8 octobre, 03:16 · 🌐

Pour que des réponses à la hauteur des grands enjeux écologiques et
sociaux puissent être apportées.
Angélique Chatton, 29 ans



Liste Transition citoyenne VAUD

9 octobre, 02:22 · 🌐

Le tirage au sort : donner la parole aux premier.e.s concerné.e.s.
Claire-May Blanc, 28 ans





Liste Transition citoyenne VAUD

10 octobre, 06:43 · 🌐

Pour tou.te.s les autres.
Joël Swai Praz, 28 ans



Liste Transition citoyenne VAUD

11 octobre, 00:46 · 🌐

Réveillons-nous avant qu'il ne soit trop tard.
Virginie Genton, 24 ans



Liste Transition citoyenne VAUD

11 octobre, 23:29 · 🌐

Parce que la politique pourrait être différente demain.
Claire Meige, 26 ans

**CHANGEONS LES RÈGLES
DU JEU POLITIQUE**

#TRANSITION_CITOYENNE_VD



Liste Transition citoyenne VAUD

12 octobre, 23:32 · 🌐

Pour un Parlement qui nous représente vraiment et qui se soucie
véritablement des différents enjeux d'aujourd'hui.
Maeva Deley, 31 ans



Annexe X – Projet d’affiche avec espace d’expression libre

transitioncitoyennevaud.ch

Chères citoyennes, chers citoyens, cet espace est à votre disposition pour décrire le projet de société que vous souhaitez porter au Parlement fédéral!



Annexe X – Coupures de presse

RTS Info, 24 juin 2019

Vaud Modifié le 25 juin 2019 à 13:07



Un collectif veut tirer au sort les futurs conseillers nationaux vaudois

Un collectif baptisé "Transition citoyenne Vaud" veut publiquement tirer au sort le 4 juillet prochain une liste de 19 candidats pour le Conseil national. Un projet qui vise le rajeunissement et la féminisation de la Chambre basse.

La finalité de cette coalition apolitique encore à constituer n'est pas tant de rafler les 19 sièges attribués au canton de Vaud à la prochaine législature que de proposer un changement sur le long terme, avec le tirage au sort de toute l'Assemblée. Car avec 72% de parlementaires fédéraux masculins et trop peu de jeunes, la représentativité est à la peine dans la Chambre du peuple.

"Les personnes à qui on propose cette liste sont plutôt des gens qui ne croient plus en ce système [politique], qui constatent qu'il est sclérosé par toute une série de biais et qu'il n'est pas en mesure de traiter les grands enjeux du 21e siècle. Notamment pour des raisons de professionnalisation", explique dans Forum Daniel Curnier, membre de "Transition citoyenne Vaud" qui recrute ses candidats via [un formulaire](#) sur internet.

"Notre seul programme est institutionnel"

Le projet s'inspire d'une idée puisée dans le berceau antique de la démocratie athénienne. "Le programme commun sera la démocratie ou le constat de carence de représentativité, c'est un projet en soi. On a confiance en ce processus et en ceux et celles qui veulent tenter l'aventure", affirmait dimanche Clémence Demay, également membre du collectif qui appelle à s'émanciper de toute "logique de réélection ou d'intérêt personnel".

"Notre seul programme est institutionnel, c'est-à-dire demander le tirage au sort du Parlement. Mais on ne va pas entrer dans un programme avec d'autres partis qui auraient, eux, un programme politique au sens classique du terme", ajoute Daniel Curnier. "Les deux objectifs sont de dénoncer les biais actuels du Parlement et de proposer un autre système [...] avec des personnes qu'on puisse instituer."

Une liste citoyenne qui veut davantage engager les jeunes, alors même que seuls 30% des 18-25 ans s'étaient rendus aux urnes pour les élections fédérales de 2015. Mais la politique a encore de quoi faire rêver, malgré les constats du collectif. "Imaginez votre CV à 25 ans si vous aviez été conseiller national...", conclut Daniel Curnier.

Propos recueillis Mehmet Gultas/ani

Première expérience pratique pour la démocratie par le hasard

ÉLECTIONS FÉDÉRALES Tirer ses élus au sort, c'est la proposition du collectif Transition citoyenne Vaud pour rajeunir et féminiser l'Assemblée fédérale. Retour en force d'un débat sur les valeurs démocratiques suisses

NOÉMIE PRALAT

Convaincu qu'il existe un biais de la représentativité à Berne, le collectif Transition citoyenne Vaud propose de tirer au sort les 19 candidats de sa propre liste pour les élections fédérales. En se basant sur l'examen de l'Assemblée fédérale actuelle, composée à 72% d'hommes et comptant 11 personnes de moins de 35 ans, ses membres estiment que le paysage politique suisse ne fait pas honneur à la population. Ils craignent que les femmes et les jeunes, confrontés à un parlement incapable de trouver des réponses à leurs problèmes, ne désinvestissent le champ politique.

Deux tiers de femmes, un tiers d'hommes

«Nous souhaitons rééquilibrer ce qui se fait au parlement», livre Daniel Curnier, membre du collectif. Pour ce faire, la liste tirée au sort comptera deux tiers de femmes et un tiers d'hommes,

tous âgés de moins de 35 ans. Pendant la campagne, les 19 candidats sélectionnés s'uniront sous une bannière commune en dénonçant la surreprésentation de certaines catégories de la population au parlement. En effet, il s'agira de «contrecarrer les logiques d'intérêt personnel, de lobby et de surreprésentation des hommes et des vieux sous la coupole fédérale», explique Clémence Demay, porte-parole du collectif. Elle fait miroiter son espoir qu'un jour l'entièreté de l'Assemblée fédérale soit tirée au sort.

Une méthode antique

Bien qu'il s'agisse d'une première aux élections fédérales, le recours au hasard n'a pas été inventé pour l'occasion. Considérée dès l'Antiquité comme la meilleure stratégie démocratique, la pratique date du temps de la République d'Athènes. A l'époque contemporaine, elle est aussi courante en Suisse comme moyen de lutte contre la corruption et la confiscation du pouvoir.

Plus récemment, les membres de l'Assemblée constituante valaisanne ont été déterminés par le hasard parmi un panel de volontaires. Et dans la sphère judiciaire, l'initiative sur la justice, dont la récolte de signatures court jusqu'au 15 novembre prochain,

souhaite que les juges fédéraux s'affranchissent des partis politiques dans leur accès à la magistrature.

Pour ses partisans, le tirage au sort est une démarche participative qui permet de mettre fin à la séparation entre citoyens et représentants. Et de remettre en cause le système de partis. En effet, il ne permet pas de personnaliser la politique et aucun candidat ne peut miser sur son caractère exceptionnel ou son image pour être élu. Le collectif Transition citoyenne Vaud explique que cela permet «que la question de la réélection ne soit pas un moyen pour les élus de s'assurer une carrière politique». Et cite une récente enquête sur les sommes investies par les parlementaires pour conserver leurs sièges, regrettant que ces dernières puissent atteindre les 200 000 francs.

Pour mener à bien son tirage au sort, Transition citoyenne Vaud s'était fixé jusqu'à vendredi pour atteindre le seuil de 190 candidatures. L'appel à candidatures a été diffusé sur les réseaux sociaux et par une large distribution de tracts. Vendredi midi, le collectif, ne recensant que 148 prétendants (66 femmes et 82 hommes), a décidé de reporter le délai au 3 juillet. Les dés sont jetés. ■

Le collectif Transition citoyenne Vaud tire au sort 19 candidats au National

Le collectif "Transition citoyenne Vaud" a tiré au sort jeudi soir à Lausanne 19 candidates et candidats au Conseil national. S'ils confirment leur intérêt, ils formeront une liste électorale en vue des élections fédérales d'octobre.

Ils étaient 199 à s'être portés volontaires. Jeudi soir, 19 d'entre eux ont été tirés au sort pour être les candidates et candidats de la liste "Transition citoyenne Vaud" en vue des prochaines élections fédérales.

Un projet mené par le collectif du même nom, un groupe d'amis qui désire une démocratie plus représentative et plus accessible.

Assemblée fédérale "pas représentative"

Avec 72% d'hommes et 11 sièges occupés par des élus de moins de 35 ans sur 246, l'Assemblée fédérale n'est, selon eux, pas représentative de la population.

Pour y remédier, ils ont forcé un peu le destin en tirant au sort une liste composée uniquement de candidats de moins de 35 ans avec deux tiers de femmes.

Les candidats doivent désormais se réunir et décider de la suite à donner. Quel sera leur programme et comment se financeront-ils ? Tout reste à écrire pour la toute première initiative de ce genre dans l'histoire de la confédération helvétique.

Les candidats doivent désormais se réunir et décider de la suite à donner. Quel sera leur programme et comment se financeront-ils ? Tout reste à écrire pour la toute première initiative de ce genre dans l'histoire de la confédération helvétique.

Interrogé dans le 19h30 de la RTS, Nenad Stojanovic, politologue à l'Université de Genève, rappelle que "le tirage au sort a existé il y a longtemps, et c'était vu comme la méthode de sélection la plus démocratique, car il y a il y a le principe d'égalité. Tout le monde a la même chance d'être sélectionné. L'usage du tirage au sort est une méthode souple, c'est quelque chose dont on discute beaucoup au niveau mondial, on est presque en retard en Suisse sur la question".

Hannah Schlaepfer

Près de 400 candidats pour le Conseil national

Fédérales 2019 - Pour 2019, le canton de Vaud dispose d'un siège supplémentaire au Conseil national, croissance démographique oblige.

Dans le canton de Vaud, 379 candidats, un chiffre record, se disputeront les 19 sièges en jeu au Conseil national lors des élections fédérales du 20 octobre. Pour le Conseil des Etats, quinze candidats sont en lice sur onze listes. Vingt-quatre listes ont été valablement déposées pour le Conseil national, a annoncé le Bureau électoral cantonal lundi à l'échéance du dépôt des listes. Selon la liste provisoire publiée lundi soir, 379 candidats visent un siège à la Chambre du peuple, soit bien davantage qu'en 2015. Cette année-là, les élections fédérales avaient suscité l'engouement de 327 candidats (23 listes), alors qu'en 2011, 334 personnes s'étaient présentées sur 22 listes. Croissance démographique oblige, en 2019, le canton de Vaud dispose d'un siège supplémentaire (19 au lieu de 18), ce qui peut avoir une influence sur le nombre de candidats.

Listes jeunes

Pour le National, les formations les plus grandes, socialistes, Verts, UDC, PLR et Vert'libéraux présentent chacune deux listes, dont une regroupant les jeunes de leurs partis. Le PLR en propose même une troisième avec PLR.Innovation. Les quatre partis de l'Alliance du Centre (AdC) ont déposé cinq listes réunissant plus de 70 candidats avec deux sous-apparements: d'un côté la liste PDC principale et «PDC ouVERTure», de l'autre le PBD, le PEV et l'UDF.

Transition

La gauche radicale, qui a annoncé un sous-apparement, lance deux listes, l'une sous l'étiquette POP, l'autre sous celle d'Ensemble à gauche. Apparenté aux Vert'libéraux, le Parti Pirate vaudois propose une liste égalitaire, comprenant 5 femmes et 5 hommes. Parmi les formations récentes figure la liste du collectif «Transition citoyenne Vaud». Elle est composée uniquement de candidats tirés au sort, âgés de moins de 35 ans avec deux tiers de femmes. A noter que parmi les près de 380 candidats figurent des personnalités à forte notoriété, tels que la conseillère d'Etat PLR Jacqueline de Quattro et son ex-collègue socialiste, président de l'USS Pierre-Yves Maillard. Pour rappel, sur les 18 sièges actuels, le PLR en compte cinq, l'UDC quatre, les Vert'libéraux et le PDC un. Le PS en détient cinq et les Verts deux.

Comme en 2015

Concernant le premier tour de l'élection au Conseil des Etats, onze listes ont été valablement déposées pour un total de 15 candidats. Il y a cinq ans, ils étaient également 15 à se présenter sur neuf listes. Pour l'essentiel, le duel se jouera entre le sortant PLR Olivier Français et un nouveau duo rose-vert formé d'Ada Marra et Adèle Thorens. L'UDC présente pour sa part les conseillers nationaux Jacques Nicolet et Michaël Buffat.

Béglé sur un ticket conjoint

L'ADC soutient le ticket conjoint Claude Béglé, conseiller national sortant et François Bachmann, président du PEV Vaud. Les Verts'libéraux lancent la conseillère nationale Isabelle Chevalley, ainsi que le président du parti François Pointet dans la course aux Etats. Le POP présente la vice-présidente du parti Anaïs Timofte et l'ancien député Bernard Borel, également têtes de liste au National. Du côté d'Ensemble à Gauche, le choix s'est porté sur le député de Vevey Yvan Luccarini (Décroissance-Alternatives) et Franziska Meinherz (Solidarités). Enfin, la liste Démocratie directe spiritualité et nature propose les noms de la théologienne Annick Tiburzio et de l'expert immobilier Olivier Pahud.

(ats/nxp)

Élections fédérales

377 Vaudois veulent entrer au Conseil national

Élections fédérales

20 octobre 2019



Lundi, toutes les formations en lice pour les fédérales d'octobre se sont déclarées. Le record du nombre de candidats est battu

**Renaud Bournoud
Cindy Mendicino**

Les choses se précisent en vue des élections fédérales du 20 octobre prochain. Les partis, mouvements et autres groupuscules avaient jusqu'à lundi à midi pour déposer leurs listes. Ce ne sont pas moins de 377 candidats - dont 145 femmes -, répartis sur 24 listes, qui se présentent au Conseil national. Un record. En 2015, ils n'étaient «que» 327. Une inflation qui peut s'expliquer par le siège supplémentaire auquel a droit le canton pour la prochaine législature. Ce qui bloque tout de même le nombre de places à prendre à 19.

Le bureau électoral cantonal doit encore valider toutes ces candi-

datures. Les listes nominatives seront publiées mardi prochain dans la «Feuille des avis officiels».

Candidatures bigarrées

Les grands partis vaudois sont évidemment présents. PS, PLR, UDC, Les Verts. C'est entre eux que se joue le gros du suffrage: ils captaient quelque 83% des voix vaudoises en 2015.

Les partis du centre et de la gauche radicale, actifs entre les élections et présents, pour la plupart, dans les rangs du Grand Conseil, sont dans la course. Le PDC annonce une grande alliance du Centre (70 candidats) avec le Parti évangélique, l'Union démocratique fédérale et le PBD. Mais sans les Vert'libéraux, alliés au Parti pirate. La gauche radicale (SolidaritéS et POP) est aussi fidèle au poste.

On retrouve par ailleurs les petits partis toujours présents à ce type d'élection, pour la plupart très marqués à droite: le Parti nationaliste suisse et les Démocrates suisses. C'est avec cette formation-ci que le plus increvable des politiciens jamais élus, Ted Robert, remet le couvert. Il y a quatre ans, il disait pourtant: «J'aurais été heureux de me présenter, mais je n'ai plus envie de défendre ce pays. Avec l'électorat de tarés que l'on a aujourd'hui, ce pays est foutu.»

Enfin, il y a ceux qui déboulent un jour de dépôt des listes et qui

pour l'heure ne sont pas clairement identifiés. Les partisans du tirage au sort des candidats, réunis sous la bannière Liste Transition Citoyenne Vaud, en sont un exemple. Plus cryptique, le parti Démocratie directe spiritualité & nature est pour l'heure parfaitement inconnu au bataillon. Idem pour Urgence Écologique, qui n'a qu'un seul candidat.

Alliances tous azimuts

Les partis ont jusqu'à lundi prochain midi pour déclarer officiellement des apparentements ou des sous-apparentements, mais on en connaît déjà bon nombre. Ces alliances électorales qui doivent permettre de maximiser les chances de décrocher un siège dans un système proportionnel débouchent sur des calculs fort complexes. Pour les grosses écuries, les apparentements ont déjà été annoncés il y a quelque temps. À gauche, le PS, Les Verts et les différentes formations de la gauche radicale sont apparentés. En revanche, le PLR et l'UDC partent divisés, comme en 2015.

Toujours dans une logique de capter un maximum de voix, les principaux partis multiplient les sous-apparentements. Ainsi, la liste principale du PLR profitera des suffrages de PLR.Innovation et des Jeunes libéraux-radicaux vaudois. Les listes jeunes ont le même rôle. Le

POP et Ensemble à Gauche se sont également sous-apparentés.

Le Conseil des États

Comme en 2015, ils sont 15 à briguer les deux fauteuils de sénateur de Vaud. L'élection au Conseil des États se joue en deux tours à la majoritaire. Le PLR présente le sortant Olivier Français. Le libéral-radical lausannois devra composer sur sa droite avec le ticket UDC sur lequel figurent Jacques Nicolet et Michaël Buffat. Il y a quatre ans, les UDC s'étaient désistés au 2^e tour en sa faveur. Le PS et Les Verts partent unis avec les candidatures des conseillères nationales Ada Marra et Adèle Thorens. En plus de vouloir conserver le siège que la socialiste Géraldine Savary détenait depuis 2007, elles tentent de récupérer celui perdu par Luc Recordon. Au centre, l'intrépide voyageur et conseiller national Claude Béglé (PDC) fait ticket commun avec François Bachmann, du PEV, tandis que la conseillère nationale Vert'libérale Isabelle Chevalley se présente avec son président de parti, François Pointet.

La gauche radicale aura quatre candidats: Anaïs Timofte et Bernard Borel sous la bannière POP et Franziska Meinherz et Yvan Luccarini pour Ensemble à Gauche. Reste cette liste à l'intitulé boursofflé «Démocratie directe spiritualité & nature» qui accueille une certaine Annick Tiburzio et un certain Olivier Pahud.

Vaud: les apparentements ont été déclarés

Fédérales 2019 – Les diverses formations politiques ont choisi leurs alliés pour les élections au Conseil national et à celui des Etats. Contrairement à la gauche et au centre, la droite part divisée.

Selon le décompte validé par le canton, 374 candidats vaudois se battront cet automne pour les 19 sièges au Conseil national et 15 pour les deux fauteuils de sénateur. Les apparentements entre partis sont désormais également officiels. Les formations avaient jusqu'à lundi 12h00 pour déclarer leurs apparentements au bureau électoral. Bon nombre d'entre eux avaient déjà annoncé ces alliances électorales qui leur permettent de capter un maximum de voix dans le cadre du système proportionnel.

Union à gauche et au centre

A gauche de l'échiquier, le PS, les Verts et les diverses formations de la gauche radicale partent unis. Ils sont tous apparentés, y compris avec la liste Urgence écologique et son unique candidat. Les partis qui disposent de listes jeunes proposent également un sous-apparentement avec elles. Le PDC, PBD, PEV et UDF vaudois ont uni leurs forces dans le grand apparentement de l'Alliance du Centre (AdC). Celui-ci assemble deux sous-apparentements: d'un côté la liste PDC principale avec la liste «PDC ouVERTure», de l'autre le PBD, le PEV et l'UDF.

Ordre dispersé à droite

Le camp bourgeois part divisé comme en 2015: les deux principaux partis, le PLR et l'UDC ne s'apparentent pas, hormis avec leurs listes Jeunes, ainsi qu'Innovation pour le PLR. Les Vert'libéraux n'ont conclu qu'une seule alliance, avec le Parti Pirate vaudois. Plusieurs petites formations moins connues partent seules également. C'est le cas de «Démocratie, Spiritualité&Nature», de «l'Action nationale démocrates suisses/VD» ou encore du collectif «Transition citoyenne Vaud», dont la liste est composée uniquement de candidats tirés au sort, âgés de moins de 35 ans avec deux tiers de femmes.

Listes validées

Lundi dernier, les partis ont déposé leurs listes nominatives pour les élections du 20 octobre. Le canton a désormais validé les 24 listes pour la Chambre basse et les 11 pour la Chambre haute. Celles-ci doivent encore être contrôlées par Berne. Au final, 230 candidats pour le National sont des hommes et 144 sont des femmes, (113 en 2015). Au Conseil des Etats, 5 femmes sont en lice sur 15 intéressés. Le nombre de personnes visant une place à la Chambre du peuple est bien plus élevé qu'il y a quatre ans: 374 contre 327. En raison de sa croissance démographique, le canton de Vaud dispose en 2019 d'un siège supplémentaire (19 au lieu de 18), ce qui a sans doute influencé à la hausse le nombre de candidats.

Des personnalités

A noter que parmi les 374 candidats figurent des personnalités à forte notoriété, tels que la conseillère d'Etat PLR Jacqueline de Quattro et son ex-collègue socialiste, président de l'USS, Pierre-Yves Maillard. Pour rappel, sur les 18 sièges actuels, le PLR en compte cinq, l'UDC quatre, les Vert'libéraux et le PDC un. Le PS en détient cinq et les Verts deux.

(ats/nxp)

Une liste citoyenne

Les manifestations de rue ont donné lieu à une liste d'un nouveau genre, Transition citoyenne, composée de candidats tirés au sort. Les militants à l'origine de la démarche, issus des grèves et du milieu associatif, dont la défense des migrants, ont l'ambition de rééquilibrer la représentation de la population au parlement : les volontaires tirés au sort ont moins de 35 ans et deux tiers sont des femmes.

Transition citoyenne n'a pas rédigé de programme mais déclare vouloir porter les revendications de la rue sous la Coupole. « La logique de compromis et de réélection qui prévaut dans les parts traditionnels ne permet pas d'avoir une politique à la hauteur des enjeux actuels », défend Clémence Demay, co-instigatrice.

Se disant « apartisane », Transition citoyenne a refusé la main tendue de la gauche pour un apparentement. Pour les militants issus de la société civile expérimenter le processus de politique institutionnelle de l'intérieur sert aussi à en « faire une critique plus élaborée », notamment sur l'accès aux institutions. « Quand on est pas structuré dans un parti, tout est compliqué, à commencer par le financement des affiches », relève Clémence Demay. SDT

CONSEIL NATIONAL REMAUFENS/ÉCOTEAUX Le renouvellement du Parlement approche à grands pas. *Le Messenger* donne la parole à tous-tes les candidats-es, issus-es de la Veveyse, de la région d'Oron et du Jorat, qui visent un siège au Conseil national. Troisième volet avec la Remaufensoise Yasmina Savoy, des Jeunes libéraux-radicaux, et l'Oronaise Alice Demay, de la Transition citoyenne.

«J'avais envie de concrétiser mon engagement»

S'agit-il de la première fois que vous briguez un siège au Conseil national?

Yasmina Savoy: Oui, c'est la première fois. Il y a quatre ans, je ne pouvais pas me porter candidate, parce que je n'étais pas encore majeure. Mais j'étais déjà engagée politiquement. En fait, j'ai commencé à m'investir il y a tout juste quatre ans, au stand PLR, à la Désalpe de Semsaes.

Qu'est-ce qui vous a poussé à vous lancer?

Comme je suis présidente des Jeunes libéraux-radicaux fribourgeois, on pourrait penser que ça coule de source. En fait, il y a plusieurs choses qui m'ont motivée. Être candidate, c'est un bon exercice, qui me permet d'acquérir une grande expérience en politique. J'ai beaucoup appris depuis le début de la campagne et j'apprendrai sûrement encore énormément d'ici le 20 octobre. Faire campagne, c'est aussi l'occasion pour les candidats de mieux connaître les préoccupations des gens. Pour moi, c'était surtout une façon de concrétiser mon engagement, mon travail en continu durant toute l'année. Le moment était aussi venu d'affirmer mes positions politiques auprès des gens qui m'entourent.

Quels sont les sujets que vous souhaitez défendre à Berne?

Étant donné que je suis une jeune femme, mes thèmes de prédilection ne sont peut-être pas les mêmes que ceux de politiciens plus âgés. Le premier qui me vient en tête est celui de la prévoyance vieillesse. Nous ne pouvons plus attendre, il faut trouver des solutions, maintenant, pour assainir les caisses de prévoyance. La situation, aujourd'hui, est incertaine. Les gens, et plus particulièrement les jeunes, sont inquiets. Si nous continuons ainsi, il n'y aura plus rien au moment où nous atteindrons l'âge de la retraite. Le deuxième thème qui me tient à cœur, et pour lequel nous devons également agir ra-

pidement, c'est l'écologie. Enfin, il faut que des changements voient le jour dans le secteur de la formation. Cela me touche peut-être davantage parce que j'ai des amis qui en sont directement impactés. Dans ces trois domaines, je pense que la situation est urgente.

Étant donné qu'un seul élu fribourgeois sortant ne se représente pas, pensez-vous avoir vos chances d'être élue?

Je suis consciente que mes chances sont minimes. Mais bon, être élue au terme d'une campagne, c'est génial, mais tout ce qui vient avant aussi. Grâce au fait d'être candidate, j'ai pu m'exprimer dans différents médias et dire quelles étaient mes intentions. À mon avis, il n'y a pas que les politiciens élus qui peuvent faire bouger les choses. Je pense qu'au travers de ma campagne, j'aurai pu mettre mon grain de sel en participant au débat.

Que pensez-vous pouvoir apporter, en tant que Veveysanne, au National et qu'est-ce que votre présence sous la Coupole peut apporter à la région?

En Veveyse, il existe une particularité. Le district est encore assez rural, avec de petites communes. Mais il y a également beaucoup de Veveysans qui travaillent sur la Riviera. Ce qui fait qu'à mon avis, les citoyens du district vivent une réalité différente, au quotidien, de ceux qui habitent, par exemple, à Fribourg. Mais ce mélange ville/campagne fait qu'ils sont conscients des enjeux propres au monde rural, tout comme de ceux du monde urbain. Nous sommes des sortes de caméléons. Je pense pouvoir apporter cette vision des choses à Berne, tout comme le dynamisme, l'énergie et la motivation que ma jeunesse m'offre. En un mot, mon enthousiasme.

Carte d'identité

Domicile: Remaufens
Âge: 21 ans
Profession/expériences professionnelles: stagiaire dans une banque. Maturité gymnasiale en bilingue. Présidente du Conseil des jeunes du canton de Fribourg en 2016-2017. Depuis 2018, présidente des Jeunes libéraux-radicaux fribourgeois
Situation familiale: célibataire

Propos recueillis par Christian Marmy

«Le tirage au sort est un moyen d'amener quelque chose de nouveau»

S'agit-il de la première fois que vous briguez un siège au Conseil national?

Alice Demay: Complètement. Je n'ai jamais fait de politique auparavant. Ce qui s'en rapprochait le plus, c'est lorsque j'étais présidente du conseil des délégués au gymnase. Le reste du temps, je ne m'y intéressais pas trop.

Qu'est-ce qui vous a poussé à vous lancer?

À la suite de la grève des femmes du 14 juin, j'ai entendu parler d'un collectif (*Transition citoyenne Vaud, n.d.l.r.*) qui réfléchissait à mettre en place un système de tirage au sort. Je me suis renseignée, cela m'a beaucoup parlé. Nous étions 199 personnes intéressées par le projet. Puis, dix-neuf noms ont été tirés au sort, publiquement, pour former la liste pour le Conseil national. J'avais le choix de me retirer, mais j'y ai vu le moyen de m'intéresser davantage à la politique et d'amener quelque chose de nouveau. J'ai le sentiment que, en politique, les mêmes noms reviennent souvent et, à chaque fois, en grande majorité, ce sont des hommes assez âgés. Du coup, avec un tirage au sort, on entendrait plus de jeunes, de femmes et de personnes qui viennent de milieux s'intéressant moins à la politique.

Quels sont les sujets que vous souhaitez défendre à Berne?

Nous en avons beaucoup discuté entre nous, car nous n'avons pas tous les mêmes avis sur certaines questions. Nous voulons valoriser la politique par-mi les gens qui ne s'y intéressent pas trop. L'objectif est également de promouvoir les démarches participatives. À Oron, on rit un peu de nous quand nous proposons de faire participer la population à certaines décisions. Si je vais à Berne, j'ai envie d'être la porte-parole d'une partie de la population qui réfléchirait, une sorte de laboratoire d'idées. À terme, l'idée du tirage au sort n'est certainement pas réalisable au niveau fédéral,

car les gens seraient trop opposés pour se mettre d'accord au sein d'une même liste. Au niveau communal, par contre, c'est envisageable. Les élus pourraient être choisis par hasard sur l'entier du corps électoral. Ils seraient ensuite libres d'accepter ou de refuser leur "élection". Cela permettrait également d'éviter le renouvellement de mandats.

Étant donné que près de 400 candidats sont en lice pour obtenir l'un des dix-neuf sièges vaudois au Conseil national, pensez-vous avoir vos chances d'être élue?

Pas vraiment, mais il ne faut pas dire ça (sourire). Nous aimerions avoir un élu au sein de la liste, mais nous sommes déjà contents qu'elle existe. À titre personnel, je suis satisfaite qu'il y ait eu assez de personnes pour avoir un tirage au sort valable. J'ai surtout envie qu'on

parle, que la question du tirage au sort s'invite dans le débat public. Même si nous n'avons pas d'élu, cela aura permis de montrer que le tirage au sort peut être une solution.

Que pensez-vous pouvoir apporter, en tant qu'Oronaise, au National et qu'est-ce que votre présence sous la Coupole peut apporter à la région?

Je souhaite apporter l'avis de quelqu'un qui vient de la campagne, mais qui n'est pas d'accord avec la politique locale générale. Je suis plutôt orientée à gauche, alors qu'à Oron, c'est surtout la droite qui domine. Les campagnes peuvent aussi représenter d'autres idées que des idées ultraconservatrices, dont on a souvent l'image. Ce que je pourrais apporter, c'est une représentation pour la région, mais également prouver que certains clivages peuvent être mis de côté et que cela fonctionne quand même.

Carte d'identité

Domicile: Ecoteaux
Âge: 22 ans
Profession/expériences professionnelles: bachelier ès lettres à l'Université de Lausanne. En année préparatoire de sage-femme à La Source. Travaille en parallèle au château d'Oron
Situation familiale: célibataire

Propos recueillis par Valentin Jordil

¹⁵ Hebdomadaire de la Veveyse, de la région d'Oron et du Jorat.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES DU 20 OCTOBRE

Les 16 candidats au Conseil national se présentent



BACHMANN François
Penthalaz
AdC/Parti Évangélique (PEV)

Je me bats pour une économie qui est au service des humains et de notre avenir. Amorçons la transition énergétique!



BERTHOUD Alexandre
Neyruz-sur-Moudon
Cadre bancaire
Député au Grand Conseil vaudois, président de la Commission des finances, vice-président du PLR Vaud

Mettre à disposition mon expérience et mes compétences pour notre district et notre canton à Berne.



BLIESENER Ludovic
Essertines-sur-Yverdon
Informaticien de gestion avec brevet fédéral, Conseiller communal, Président des Jeunes Libéraux-Radicaleux Gros-de-Vaud

Pour un avenir où les formations duales et continues seront à nouveau valorisées sur le marché du travail.



BOTTLANG-PITTET Jaqueline
Enseignante, anciennes syndique et députée Villars-le-Terroir PDC

Maintien de nos valeurs constitutionnelles de compromis et respect d'une société de l'Humain et de son environnement.



BUFFAT Michaël
Vuarrens
Cadre bancaire
Conseiller national UDC Vaud

Elu depuis une législature, je souhaite continuer à défendre les intérêts de notre région et de ses habitants.



COURDESSE Régis
Froideville
Ingénieur géomètre breveté et ingénieur epl/sia, député au Grand Conseil PVL – les vert'libéraux

Pour envoyer à Berne un patron de PME, député expérimenté et engagé, et spécialiste reconnu en énergie et en aménagement du territoire.



DAFFLON Dominique
Saint-Barthélemy
Chimiste, dir. comm. domaine de la santé, ancien arbitre de football LNA, syndic, vice-président de l'UCV PDC

Un thème prioritaire: l'assurance maladie avec une prime de base fédérale. Il est injuste que les 5 cantons avec hôpitaux universitaires soient saignés à blanc.



HOFSTETTER Monique
Penthéaz
Secrétaire-comptable Syndique
Présidente du PLR Arrondissement du Gros-de-Vaud PLR.Innovation

Pour construire l'avenir de nos enfants en développant et renforçant nos acquis tout en préservant notre environnement.



JAQUIER Benjamin
Goumoens-la-Ville
Étudiant en sciences forestières (BFH Berne), Conseiller communal PVL – les jeunes vert'libéraux

Mieux représenter la jeunesse au sein de la politique du grand tournant écologique actuel.



MEIER Maxime
Bretigny-sur-Morrens
Étudiant en droit
Conseiller général et vice-président des Jeunes PLR Vaudois

Je m'engage pour davantage de mobilité, des lois qui s'adaptent aux évolutions sociales et relever le défi climatique.



MOCCHI Alberto
Daillens
Secr. gén. de l'Association vaudoise des infirmier-e-s. Municipal, président des Verts vaudois. Les Vert-e-s. Mouvement écologiste vaudois.

Pour protéger l'environnement et apporter des réponses réalistes aux défis que nous pose le réchauffement climatique.



REY Vincent
Froideville
Spécialiste en télécommunication, vice-président du Conseil communal Membre du comité section UDC Gros-de-Vaud

Je tiens à promouvoir la voie de l'apprentissage et la formation continue et défendre la classe moyenne.



SCHULTHESS Margaud
Sugnens
Economiste
Liste Transition Citoyenne Vaud

Le manque de diversité au Parlement ne permet pas de répondre aux enjeux sociaux et écologiques actuels. Rendons le pouvoir aux citoyen-ne-s!



THUILLARD Jean-François
Froideville
Député-Syndic Agriculteur UDC Vaud

Je suis engagé pour une Suisse libre. Nous décidons de notre avenir dans l'intérêt de nos enfants et de nos aînés.



TZAUT Florian
Bottens
Agriculteur
Jeunes UDC Vaud

Je m'engage pour une agriculture de proximité. Moins compresser la classe moyenne qui a déjà énormément de charges.



VIONNET Blaise
Echallens
Médecin généraliste et tropicaliste FMH
Conseiller communal PVL – les vert'libéraux

Notre planète souffre, notre système de santé a atteint ses limites. Il y a URGENCE. Je suis un homme de terrain, prêt à relever ces défis.

La Côte, 3 octobre 2019

Elections fédérales | 41

jeudi 03/10/19

Liste 05 - Transition citoyenne Vaud



03 VIRGINIE GENTON

DOMICILE Pampigny

ÂGE 24 ans

PROFESSION Etudiante

SITUATION FAMILIALE Non renseigné

MANDATS POLITIQUES Aucun



15 VICTOR PIOVANO

DOMICILE Préverenges

ÂGE 30 ans

PROFESSION Etudiant

SITUATION FAMILIALE -

MANDATS POLITIQUES -

Les autres candidats

01 Angélique Chatton
02 Claire Meige
04 Helen Safai
05 Alice Demay
06 Simon Andrey
07 Justine Duay
08 Nicolas Rossi
09 Léonie Cardon
10 Maeva Deley

11 Claire-May Blanc
12 Margaud Schult Hess
13 Nicolas Vallon
14 Danaé Perez
16 Raphaël Saugy
17 Joël Swai Praz
18 Clea Rupp
19 Alexandra Leuba

A la Une - Élections nationales : Qui sont les quatre candidats combiers ?

Ils sont quatre à se présenter à la chambre basse du Parlement, sous les couleurs de quatre formations politiques différentes, avec des âges et des arrières-plans variés; certains sont déjà bien impliqués dans les institutions, d'autres sont des nouveaux venus. Nous vous les présentons du plus jeune au plus ancien.

SIMON ANDREY, LE LIEU - Parler de la candidature de Simon Andrey, c'est parler d'une initiative déroutante, résolument jeune et féminine, sorte d'OVNI politique, qui a choisi une mode de sélection des élus révolutionnaire et se l'est appliqué à elle-même: le tirage au sort. Simon Andrey, éducateur en foyer pour adolescents et par ailleurs fils d'un fameux enseignant de mathématiques au collège de Chez-le-Maître, explique leur démarche: «Seulement 40% de la population vote et donc une majorité du corps électoral n'est pas représentée. En plus, au niveau des parlementaires, il y a trop d'universitaires et on constate de grandes disparités de genre: 72% des parlementaires sont des hommes». Transition Citoyenne, c'est le nom de cette nouvelle liste qui veut remplacer le système actuel d'élections au Parlement par un tirage au sort au sein de la population. Simon Andrey n'a pas participé à l'élaboration de cette action qui a le mérite d'oser rêver quelque chose de différent. Par contre, il l'a rejointe en route, s'inscrivant simplement sur un site internet. «Je n'ai jamais agi au niveau des institutions, mais des groupes et des associations, notamment Pôle Sud». Des voyages à travers le monde lui ont permis d'avoir un aperçu des inégalités, surtout face à la pauvreté, à l'accès à la culture et entre hommes et femmes; et c'est en revenant qu'il s'est intéressé à rejoindre Transition Citoyenne pour combattre chez lui ces inégalités. Le tirage au sort l'a désigné candidat dans une liste sans tête de liste ni personnalité connue. Une liste qui, au passage, compte deux tiers de femmes, afin de rééquilibrer la balance. S'il est élu, Simon Andrey s'engagera «afin de pouvoir transmettre cet esprit d'égalité, notamment genrée, pour une plus grande transparence et afin de pouvoir agir à long terme, pas à court ou moyen terme.»



NICOLAS ROCHAT FERNANDEZ, LE SENTIER – On s'en souvient: Nicolas Rochat Fernandez était élu conseiller national ce printemps par le jeu des viennent-ensuite, alors que sa camarade de parti Rebecca Ruiz rejoignait le Grand Conseil vaudois. Après seulement deux sessions passées à Berne, notamment dans la commission des transports, le juriste d'Unia, père d'une petite fille, remet en jeu son fauteuil. Nicolas Rochat Fernandez l'a dit ailleurs: son élection au National lui a immédiatement rappelé le sens de ses racines. «Je le savais, mais nous autres Romands sommes une minorité à Berne. Je représente aussi une minorité qu'on a parfois tendance à oublier au profit de Zurich». Son objectif, partagé par toute la gauche, est clair: changer la majorité dite bourgeoise. «Manifestement, nous avons un parlement qui n'est plus en phase avec la population. Nous venons d'arracher au forceps un petit congé paternité de deux semaines, alors que en moyenne, le congé paternité dans les 35 pays de l'OCDE est de deux mois. En matière de protection contre les licenciements des travailleurs, on a essayé de changer la loi mais le Parlement actuel n'en veut pas». Et sur les thèmes écologiques? «Cela fait quarante ans que le parti milite là-dessus...», résume Nicolas Fernandez. Le parti à la rose a du reste présenté cette année son «Plan Marshall climatique», une série d'investissements de 12 mia pour être moins dépendants du pétrole et renforcer les transports publics». Dernière question, comment le conseiller national est-il venu à la politique, sans arrière-plan familial qui l'y aurait poussé? «C'était dans le contexte des années 90, qui furent riches en événements et je me suis petit à petit intéressé

¹⁶ Les photos des autres candidat.e.s et les logos des autres partis ont été retirés de l'article pour des raisons de place.

à la politique». Et de citer les manifestations contre le plan d'austérité Orchidée et les enseignants qui débrayaient ou l'élection complémentaire de Joseph Zisyadis au gouvernement vaudois.

CAROLE DUBOIS, L'ORIENT – Carole a connu une ascension politique continue, depuis son élection à la municipalité du Chenit en 2005. C'est la même logique qui a poussé la mère de trois enfants adultes à se présenter au Parlement vaudois puis maintenant au National: défendre ses dossiers là où les décisions les plus importantes sont prises. Selon ses propres mots: «En avançant, je me suis rendu compte de ce qui comptait vraiment pour moi et que les décisions se prennent au niveau fédéral. J'ai toujours avancé comme cela et saisi les opportunités au bon moment...». Ce sujet qui compte vraiment pour la députée (et cheffe du groupe PLR au Parlement): la défense des PME. Carole Dubois argumente: «Les petites et moyennes entreprises représentent 70% des emplois en Suisse et 40% de nos PME sont exportatrices. Les bilatérales et les accords de libre-échange sont donc parmi les enjeux majeurs actuellement. Il en va de la survie de notre tissu économique et par delà, de tout le tissu social qu'on a mis en place chez nous et qui est assez exceptionnel et aussi tout le tissu associatif et culturel, notre qualité de vie, en bref. La Vallée de Joux ne fonctionnerait pas sans la main d'œuvre qualifiée qu'elle embauche hors de chez elle». Et ces bilatérales sont mises sous pression de droite et de gauche, soit pour rester le plus indépendant possible soit par souci d'une protection insuffisante des travailleurs. A cinquante-cinq ans, Carole Dubois mène donc de front trois «métiers», directrice d'une marque horlogère de niche, municipale du territoire et des constructions et députée, qui remplissent à ras bord son emploi du temps. «Quand on aime, on ne compte pas...», observe encore la quinquagénaire. «J'adore ce que je fais et quand on a la chance de travailler dans sa région, dans cette vallée que j'adore et où sont mes racines, c'est aussi un privilège.»

DÉSIRÉ RUSOVSKY, LE SENTIER – Né à Zurich il y a soixante-huit ans, Désiré Rusovsky est peintre d'enseignes ou réalisateur en publicité, aujourd'hui retraité et neuf fois grand-père. Il a été, en tant que jeune engagé dans l'extrémisme de gauche, tendance anarchiste, avant de tourner le dos à la politique jusqu'à récemment. Il s'est déjà présenté il y a six ans sous les couleurs vert libérales, puis plus récemment, sous celles du Parti Evangélique. Son moteur, c'est sa foi chrétienne. «Je me présente afin d'avoir une tribune pour partager mes valeurs chrétiennes». Mais attention, pas de compromis sur lesdites valeurs: «Je regrette que les chrétiens n'aient pas de présence politique fidèle aux Evangiles, souvent ils sont dans des partis divers avec des idées souvent peu conformes». Quant au Parti Evangélique, c'est un petit parti du centre (représenté au Conseil national par deux Alémaniques) et qui vient de fêter son centenaire; le PEV, d'après Désiré Rusovsky, «votera des fois avec la droite et d'autres avec la gauche, cherchant l'équilibre et des solutions raisonnées». Sa tête de liste dans le canton de Vaud pour cette élection est le pasteur Norbert Valley, très médiatisé récemment pour ses démêlés avec la justice; il a en effet apporté son aide à un requérant d'asile togolais dont la demande d'asile avait été refusée. C'est pourtant la thématique de l'écologie que Désiré Rusovsky met en avant dans sa propre candidature: «le PEV a été le premier parti à prendre des positions écologistes, bien avant la naissance des Verts. C'est un parti qui a toujours ses valeurs centrales: la Création, l'homme, la dignité de l'homme et la famille.». Si Désiré Rusovsky est élu, il s'engagera pour la protection de la biodiversité, en encourageant une croissance qualitative plutôt que quantitative et en luttant contre l'accumulation des déchets, dont le CO2.»

LES DESSOUS D'UNE CAMPAGNE D'AFFICHE – Période électorale rime avec ces portraits grande taille accrochés aux lampadaires dans toute La Vallée et partout ailleurs. L'occasion de s'interroger, qui les paie, qui les affiche et comment sont réparties les décisions et les efforts entre candidats et partis? Commençons par le Parti Socialiste, car c'est là que les choses sont les plus simples. Ada Marra est omniprésente, sur une affiche à dominante rouge. Le PS a tout centré sur sa conseillère nationale (depuis douze ans!) pour une simple raison: elle est candidate pour le Conseil des Etats. Dans les partis de droite, en revanche, pléthore de visages et de candidats. Carole Dubois explique avoir reçu un «kit candidat» du parti cantonal, dans le détail: «Soixante affiches à disposition, pour chaque candidat. Si on en veut davantage, c'est de notre poche. Et nous avons signé une charte sur la transparence du financement, dans laquelle nous nous engageons à également enlever les placards une fois l'élection passée». Le visage de la députée de L'Orient était ainsi copieusement affiché dans sa région de La Vallée, bien moins dans le Pays d'Enhaut ou le Gros-de-Vaud. Autre notion: dans des régions comme La Vallée, l'affichage est sauvage. A Lausanne ou à Yverdon, seuls des emplacements officiels sont autorisés et à grand coût! Du côté de l'UDC, bien présent dans la campagne, notamment à La Vallée, même si le parti agrarien n'y présentait aucun candidat, chaque candidat au Conseil national a reçu cent affiches. L'entier de celles qui ont été posées l'ont été par le candidat lui-même ou ses supporters. Dans les autres cantons, les candidats UDC aux Etats ont, par contre, pu profiter d'un soutien financier du parti pour leur présence dans l'espace public ou dans les médias.

Joël Reymond.

Elections nationales: Les candidats combiers recalés

Comme annoncé par les instituts de sondage, les élections nationales du week-end dernier ont enregistré une forte poussée des partis écologistes et le tassement des partis traditionnels. La nouvelle qui intéresse les Combiens était de savoir si le conseiller national Nicolas Rochat Fernandez, élu ce printemps en tant que premier vienne-ensuite sur la liste socialiste en 2015, pourrait conserver son siège. La réponse est négative, dans le sens où le syndicaliste de 36 ans réalise un moins bon score qu'il y a quatre ans, échouant à deux marches d'une réélection et ce, pour 1395 voix...

LE RETOUR DE PIERRE-YVES MAILLARD - Il faut dire que les cinq sièges socialistes de la délégation vaudoise à Berne étaient devenus plus chers avec le retour dans la course de Pierre-Yves Maillard, désormais président de l'Union Syndicale Suisse; le rôle de cette personnalité est d'être au Parlement. Première vienne-ensuite et sixième sur la liste socialiste, la Rolloise Jessica Jaccoud n'est pas élue pour l'instant, mais elle a de bonnes chances de l'être si Ada Marra est confirmée au Conseil des États à l'occasion du deuxième tour de ces élections, dans deux semaines.

UN RISQUE QUI N'A PAS PAYÉ - Pour la petite histoire, Jessica Jaccoud occupe elle-même la fonction jadis occupée par Nicolas Rochat Fernandez, à la tête du Parti Socialiste Vaudois. Quant au Combier, en septième position sur la liste de son parti, il se retrouve sans mandat aucun, ayant démissionné du Grand Conseil. Le juriste d'UNIA confiait ce printemps qu'il prenait ce risque en connaissance de cause. On sait qu'il est toujours plus difficile d'arriver en cours de route sous la Coupole fédérale et de s'y maintenir; Nicolas Rochat Fernandez n'aura eu que cinq mois pour mener campagne.

CAROLE DUBOIS PAS PLUS DÉÇUE QUE ÇA - Parmi les autres candidats combiers, Carole Dubois termine 11e sur la liste PLR. Cinq de ses colistiers ont été élus. Derrière des «poids lourds» de la politique vaudoise, la cheffe d'entreprise et députée au Grand Conseil ne nourrissait pas d'ambitions démesurées pour cette élection. Quant aux deux autres candidats, Désiré Rusovsky du Sentier se présentait sous les couleurs du Parti Evangélique (3 conseillers nationaux), dont la tête de liste, le «pasteur solidaire amendé» Norbert Valley a récolté un peu moins de quatre mille voix. Dernier candidat combier, l'éducateur Simon Andrey se présentait après avoir été tiré au sort parmi 199 volontaires sous une liste marginale proposant une refonte complète du système électoral. Il récolte des voix éparses.

ILS ONT RÉCOLTÉ LES SUFFRAGES SUIVANTS:

Nicolas Rochat Fernandez	31'050
Carole Dubois	30'800
Désiré Rusovsky	1'782
Simon Andrey	545

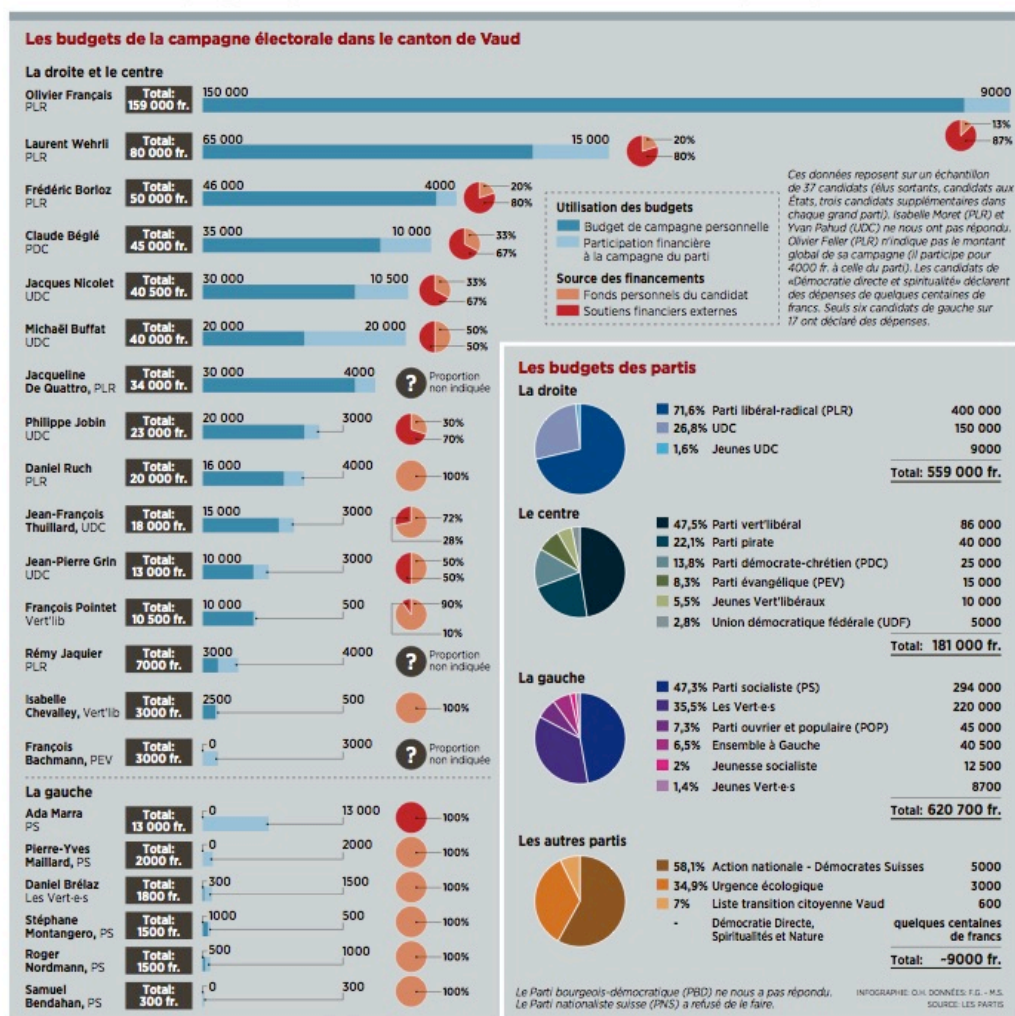
RÉSULTAT AU NIVEAU DES PARTIS - Le PLR et le PS restent les deux formations les plus soutenues par les Combiens, quasiment à égalité avec chacune le soutien d'un quart des électeurs qui se sont prononcés (taux de participation: 45% sur l'ensemble des trois communes). Par contre, comme dans le reste du canton, leurs résultats sont en recul par rapport à il y a quatre ans. Dans le Canton de Vaud, les Verts deviennent la troisième force politique, passant devant l'UDC avec 18,8% (+7,6) contre 17,4% (-5,2), quoique pas à la Vallée: l'UDC reste le troisième parti le plus soutenu par les Combiens lors de cette élection nationale, juste sous la barre des 20%; les Verts récoltent quant à eux 13,5% des suffrages dans la Haute Combe, mais c'est le seul parti qui enregistre une progression dans les trois communes combières (+6,4%) comme partout en Suisse.

Joël Reymond.

Élections fédérales

Une campagne vaudoise à 2 millions de francs

Les partis de gauche investissent davantage que ceux de droite pour ces élections. Mais les campagnes personnelles des candidats font presque doubler le budget à droite



Origine

D'où vient cet argent?

Schématiquement, il y a deux grandes tendances pour les sources de financement: la droite accepte l'argent des personnes physiques (entreprises, associations, etc.); la gauche refuse les entreprises. Tous les grands partis (UDC, PLR, PS, Vert's) disent utiliser notamment leurs économies, prises sur leur budget annuel. Celui-ci est financé notamment par les cotisations des membres, une partie des jetons de présence des élus (cela représente par exemple 61% du budget annuel des Vert's, 40% au PS et 24% au PLR) et des dons. Les partis de droite et du centre font aussi participer leurs candidats: environ 100 000 fr. pour les 57 candidats du PLR, 60% du budget au PDC et 19% chez les Vert'libéraux. La gauche ne demande rien à ses candidats. La plupart des petits partis se basent sur leurs cotisations et des dons. Idem pour les Jeunesses de partis, qui reçoivent un soutien financier du parti-mère (sauf les jeunes libéraux-radicaux, intégrés au budget du parti). Du côté des candidats de notre échantillon, les frais engagés par ceux de gauche (relativement faibles) sont financés par des fonds personnels, sauf la levée de fonds de 13 000 fr. de la socialiste Ada Marra. En revanche, les candidats de droite comptent pour la plupart des soutiens externes, récoltés le plus souvent par des repas de soutien et des appels aux dons. Une minorité indique la proportion d'entreprises parmi leurs sponsors (environ 20% pour l'UDC Philippe Jobin et quelques centaines de francs pour le Vert'lib François Pointet). Deux exceptions à droite et au centre dans notre échantillon disent financer seules leur campagne: Daniel Ruch (PLR) et Isabelle Chevalley (Vert'libéraux).

Fanny Giroud et Mathieu Signorelli Textes
Océane Haenni Infographie

Combien coûte la campagne des élections fédérales dans le canton de Vaud? Pris de 2 millions de francs. Grosso modo, deux tiers sont investis par les partis. Le tiers restant est financé par les candidats de droite et du centre, autorisés à faire des campagnes personnelles.

Cela ressort de l'enquête de «24 heures» auprès des 21 partis en lice et de 37 des 377 candidats. Cet échantillon comprend les 17 parlementaires sortants, les 15 candidats au Conseil des États (sept jouent dans les deux catégories) et trois candidats supplémentaires

dans chaque grand parti (UDC, PLR, PS, Vert's).

Premier constat: les partis de gauche sont en tête (620 000 fr.), devant la droite (559 000 fr.) et le centre (181 000 fr.), avec des sources de financement variées (lire encadré).

Mise presque doublée

Ces chiffres permettent d'objectiver plusieurs réalités. D'une part, les candidats doublent presque la mise à droite. Au total, les 11 candidats de droite qui nous ont répondu (manquent Isabelle Moret et Olivier Feller notamment) mènent des campagnes personnelles pour 400 000 fr. En outre, ils sont fortement mis à contribution pour la campagne de leurs partis. Ainsi les 57 candidats du PLR y participent pour environ 100 000 fr.

«Une levée de fonds est faite par mes soins. Son montant: 13 000 fr.»



À quoi sert l'argent de leurs propres campagnes, en plus des affiches, des imprimés et des objets fournis par le parti? «En général, ils font un tous-ménages ciblant leur région, des affiches supplémentaires et des annonces dans la presse», explique Laurine

«Sur un budget de 159 000 fr., l'apport personnel est de 20 000 fr.»



Jobin, secrétaire générale du PLR. Certains commandent des gadgets, comme l'UDC Michael Buffat: «Sur les 20 000 fr. de ma campagne, j'en ai payé 3500 pour des sent-bon et 500 pour des stylos, entre 3000 et 4000 pour une lettre à tous les agriculteurs et

1000 pour la publicité sur internet et dans la presse locale.»

Si la gauche ne demande rien à ses candidats, tous disent financer indirectement la campagne, via leurs jetons de présence en cours d'année. Cinq déclarent des dépenses personnelles: des dons pour Pierre-Yves Maillard (PS) et Samuel Bendahan (PS), de la promotion pour des publications sur Facebook pour Daniel Bréaz (Les Vert's) et Roger Nordmann (PS) et des «petits frais» (transports, cartes postales du parti, etc.) pour Stéphane Montangero (PS).

Ada Marra lève des fonds

On apprend au passage que la candidate socialiste au Conseil des États, Ada Marra, a opéré une levée de fonds de 13 000 fr. Cela rap-

pelle sa collègue Géraldine Savary, qui a renoncé à se représenter après les révélations sur le soutien financier du milliardaire Frédéric Pausen. «Il y a de grandes différences avec le cas de M^{me} Savary», explique Cinga Baranova, secrétaire générale du PS. Il n'existe ni comité de soutien ni compte de campagne externes au parti pour M^{me} Marra. Ce fonds est géré par le parti.

Les dons sont tous inférieurs à 5000 fr., limite avant la publication des noms. «La gestion financière de ce compte est de la compétence du PS, ajoute Ada Marra. Par contre, je décide seule de l'affectation de la somme récoltée pour ma campagne (annonces, réseaux sociaux, dédommagements financiers, etc.).»

Quelques nouvelles du Parlement

C'est avec un réel plaisir que nous avons retrouvé les bancs du Parlement, fin août. Retrouvailles avec les députées et députés de tous bords, c'est un peu comme la rentrée scolaire avec le souci des contrôles en moins. Les sujets ont été intéressants. Nous avons adopté un EMPL (Exposé des Motifs et Projet de Loi) modifiant la loi du 30 mars 2004 sur l'exercice de la prostitution qui, par un devoir d'annonce, donne des outils à la Police de mieux protéger les travailleuses et travailleurs. A ce sujet, il a été relevé la volonté de tous les partis de trouver de bons consensus.

Nous avons eu de longues discussions sur l'exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit d'ouvrage de Fr. 9'950'000.- pour financer les travaux de réhabilitation de la route cantonale 501-B-P, entre Cugy et Bottens. Non pas sur la route elle-même mais sur la piste cyclable qui n'avait pas été prévue telle que plusieurs représentants de la gauche et grands utilisateurs de vélo de la droite l'auraient souhaité. Finalement, une proposition de rallonge de crédit pour créer une piste provisoire de la part de la conseillère d'Etat en charge des infrastructures, Madame Gorrite, a calmé les esprits lors du deuxième débat et permit à cet EMPD d'être adopté.

La proposition de motion du député Venizelos «Opération Vivaldi - Changer de partition pour un tourisme 4 saisons», dont j'étais membre de la commission, a été acceptée à la grande majorité du Parlement. Le Conseil d'Etat pourra maintenant proposer une loi pour une aide financière aux projets touristiques 4 saisons, ce qui est très satisfaisant, et nous espérons que notre région pourra en profiter.



par Céline Baux,
députée



GRAND CONSEIL VAUDOIS

Nos députés informent...

J'ai participé à une commission pour un financement de Fr. 10'100'000 pour les études et les travaux relatifs à la 1ère étape des travaux de conservation-restauration de la cathédrale de Lausanne. Le président de la commission était le PLR Philippe Vuillemin, député depuis 1990, qui a une telle connaissance de l'histoire de cet édifice qu'il en a rendu cette commission passionnante. Au terme de la séance, nous avons même eu le privilège d'en visiter les catacombes, qui ne sont pas ouvertes au public.

L'actualité du moment est bien entendu les élections fédérales. Pour le canton de Vaud, nous avons 379 candidates et candidats pour 19 sièges. Pour toute la Suisse, 4650 femmes et hommes, jeunes et moins jeunes... ce serait génial de constater la même proportion pour les élections communales! Quelles que soient nos chances ou espoirs d'être élue ou élu au Conseil national, il faut vraiment s'impliquer et donner de soi pour la campagne, et je ne peux qu'être admirative de l'engagement de toutes ces personnes.

Je soutiens les candidates et candidats de la Liste No 13 et je me permets de nommer quelques-uns de mes collègues députés, avec lesquels j'ai une affinité particulière: **Philippe Jobin**, notre consensuel chef de groupe; **Nicolas Glauser**, maître agriculteur à Puidoux, chez qui bien des jeunes de notre région ont effectué une année d'apprentissage; **Yvan Pahud**, municipal à Sainte-Croix et fervent défenseur du bois suisse; **Yves Ravenel**, actuel et apprécié Président du Grand Conseil, agriculteur producteur de lait et **Jean-François Thuillard**, syndic de Froideville et maître agriculteur. Je fais également un petit clin d'œil à notre candidate locale de la Liste No 5, **Alexandra Leuba**. Merci Alex pour ton engagement!

C'est le dernier moment, n'oubliez pas de voter!
Céline

Ces jeunes qui défient les institutions

ENVIRONNEMENT Les activistes du climat ne croient pas que le parlement élu le 20 octobre pourra relever le défi de l'urgence climatique. Ils s'engagent dans la rue et réclament des assemblées citoyennes

MICHEL GUILLAUME, BERNE
@mfguillaume

C'est un signal faible en passe de devenir un signal fort. Les jeunes activistes de la grève du climat ont certes pour la plupart déposé leurs bulletins électoraux dans l'urne. Les résultats connus, elles et ils se réjouissent prudemment de la poussée des formations écologistes, mais ne croient pas un instant en une «révolution verte».

Voici une semaine, le mouvement suisse pour la grève du climat avait appelé à participer aux élections afin d'aboutir à un parlement «climatocompatible». L'un d'entre eux, le jardinier zurichois Dominik Waser, se dit «heureux» de la poussée verte. «Par notre grève, nous avons réussi à placer le climat au sommet de l'agenda politique», remarque-t-il. Mais il ne se fait pas d'illusions. «Nous sommes dans la rue depuis un an et il ne s'est quasiment rien passé sur le plan politique. Le projet de loi sur le CO₂ du Conseil des États est encore largement insuffisant», juge-t-il.

Des mesures draconiennes

Même son de cloche à Lausanne. «Le jeu des compromis de la politique institutionnelle n'est pas compatible avec nos revendications. Ce n'est pas dans ce parlement que vont se jouer les principaux enjeux des prochaines années», note Steven Tamburini. Agé de 26 ans, celui-ci fait partie d'un groupe de 50 à 100 activistes vaudois âgés de 14 à 70 ans qui a élaboré un «plan climat et durabilité». Un document d'une quarantaine de pages qui a esquissé quelque 600 idées de mesures en s'inspirant d'une économie sociale et solidaire. Pour parvenir à la neutralité climatique en 2030 déjà, certaines d'entre elles sont draconiennes: une «taxe environnementale» frappant les plus grandes entreprises – en particulier les banques investissant dans les énergies fossiles – en fonction de leur impact négatif; une agriculture de proximité sans pesticides fournissant «tous les fruits et légumes»; ou encore des centres-villes ne tolérant plus qu'une mobilité douce et partagée d'ici à 2023 déjà. «Le chemin à parcourir est énorme», résume Steven Tamburini.

Ce document s'est fait en dehors des milieux politiques, qui en ignorent souvent l'existence. Les grévistes pour le climat ont d'abord fait un catalogue de mesures qu'ils ont ensuite soumis à la société civile pour quérir leur vision de la société de demain en tenant un stand sur la place de la Riponne à Lausanne. Enfin, ils ont organisé une «grande assemblée citoyenne du climat» avant de réaliser une synthèse en collaboration avec des experts du terrain.

La démocratie suisse questionnée

Tous ces jeunes ont un point en commun. Même s'ils ont conscience de vivre dans un système qui offre aux citoyens des outils de participation comme l'initiative populaire, ils se refusent à magnifier cette démocratie. «Un tiers de la population ne peut pas voter, car ce sont des personnes étrangères ou mineures. C'est donc une illusion de croire que nous vivons dans une démocratie exemplaire si l'on part de l'idée que celle-ci représente le peuple dans son ensemble», estime Lou Bolli, étudiante à Zurich. Elle ne s'est pas rendue aux urnes le week-end dernier. «Je suis à gauche, mais les partis de gauche sont trop enclins au compromis», explique-t-elle.

Pour cette jeunesse qui prépare désormais la grève du climat du 15 mai prochain, la démocratie suisse a été confisquée. «Nous constatons



Neuf membres du collectif vaudois de la Grève du Climat réunis hier à Lausanne. (PIERRE-ANTOINE GRISONI POUR LE TEMPS)

une prise du pouvoir politique par l'économie globalisée. Une reprise de ce pouvoir par la société civile est indispensable», peut-on lire dans le plan climat vaudois.

Peu à peu, l'idée des assemblées citoyennes fait son chemin. C'est le canal que préconise Extinction Rebellion, mouvement qui privilégie les spectaculaires actions de désobéissance civile même s'il ne renie pas totalement la participation à la voie institutionnelle. «Ces assemblées sont formées de personnes tirées au sort qui peuvent faire des propositions sans subir la pression des lobbies et du système

de réélection», souligne Stéphane, l'un de ses membres. «Actuellement, le système politique ne peut pas répondre à l'urgence climatique. Il est schizophrénique lorsqu'il prétend par exemple lutter contre le réchauffement climatique tout en voulant développer l'aéroport de Genève.»

Des canaux complémentaires

Dans le canton de Vaud, la démocratie a aussi été questionnée par «Transition citoyenne», qui a présenté une liste de 19 candidates et candidats aussi tirés au sort. «Nous avons ainsi voulu dénoncer les biais

d'accès au parlement», explique sa coordinatrice Clémence Demay. Aujourd'hui, le parlement n'est pas suffisamment représentatif de la population. «Les hommes blancs, mariés, croyants et âgés de plus de 50 ans y sont surreprésentés.»

Pour leur part, les Jeunes Verts vaudois se sont inscrits à fond dans la voie institutionnelle le 20 octobre dernier. Avec succès d'ailleurs: leur liste a recueilli 3,5% des suffrages et donc contribué à l'élection de Léonore Porchet au Conseil national. Mais tous les candidats et candidates ont aussi participé à la grève du climat, de sorte que leur coprésident

MAIS ENCORE

Le Conseil fédéral et le Conseil des États visent la neutralité climatique en 2050. Les grévistes du climat veulent l'atteindre en 2030 et Extinction Rebellion en 2025 déjà.

Oleg Gafner voit d'un très bon œil la multiplication des organisations travaillant en dehors des institutions. «Les deux canaux sont tout à fait complémentaires. Le rôle du parlement est de faire des lois et celui de la rue est de lui rappeler l'urgence climatique lorsque ce même parlement ne prend pas ses responsabilités», souligne-t-il. Et comme les jeunes estiment qu'il ne les a pas assumés jusqu'ici, ils comptent bien poursuivre leurs spectaculaires actions de protestation. «La rue va rester bruyante pour maintenir la pression», avertit déjà le Zurichois Dominik Waser. ■

Participation citoyenne: la France ouvre la brèche

DÉMOCRATIE Emmanuel Macron mise sur «l'intelligence collective» face à l'urgence climatique. Une convention citoyenne doit ainsi présenter des mesures en faveur de l'environnement. Un changement de méthode qui bouscule le système représentatif traditionnel

FLORIAN DELAFOI
@FlorianDel

Héraut de la verticalité, Emmanuel Macron adopte une nouvelle méthode «placée sous le signe de la concertation». Un virage stratégique entamé suite à la révolte des «gilets jaunes». Le mouvement social avait été déclenché par une mesure gouvernementale en faveur de l'environnement: la hausse de la taxe carbone, finalement annulée. «Je l'ai défendue et je l'assume. Mais je l'assume à partir du moment où on la met en œuvre avec une dimension et un accompagnement dignes de ce nom. C'est ce qui a manqué, il faut le dire», avait reconnu l'ancien ministre de la Transition écologique et solidaire Nicolas Hulot. Pour mettre un point final à cette crise, le président français a organisé une grande consultation, baptisée le Grand Débat.

Cette expérimentation serait-elle le signe d'une démocratie à bout de souffle, incapable de prendre le pouls de la population?

Le mouvement de désobéissance civile Extinction Rebellion, actif dans plusieurs pays européens, dénonce l'inaction des pouvoirs publics face au changement climatique. Le système de représentation traditionnel serait trop lent et les dirigeants pas à la hauteur de l'enjeu. C'est dans ce contexte de défiance qu'Emmanuel Macron a décidé d'organiser une convention citoyenne pour le climat, dont les travaux ont débuté début octobre.

Zone de flou

Cent cinquante citoyens tirés au sort doivent présenter une série de mesures concrètes et acceptables par l'ensemble de la population. «L'intervention du citoyen dans le processus décisionnel est toujours positive, mais les plus critiques peuvent aussi considérer cela comme une

manière pour le gouvernement de donner l'image d'une action résolue sans se mouiller», estime Dimitri Courant, chercheur à l'Université de Lausanne et spécialiste du tirage au sort. Que faut-il en attendre? Trois portes de sortie sont prévues pour les propositions: l'adoption immédiate, la voie parlementaire ou le référendum.

Des modalités imaginées spécialement pour l'occasion et qui pourraient troubler la population. Une institutionnalisation du dispositif est nécessaire pour aller au-delà de l'arbitraire. Cette participation citoyenne ne peut changer à chaque élection. Il y a le risque de créer du soupçon, que les personnes tirées au sort se demandent à quoi elles servent, si elles sont orientées dans leur décision», prévient Dimitri Courant.

Le professeur et philosophe Dominique Bourg souhaite aller plus loin en inscrivant la question environnementale dans la Constitution française. Une proposition qui est «probablement destinée à rester lettre morte un temps encore», regrette-t-il dans la revue *La Pensée écologique*. Il appelle également à la création d'une «chambre du long terme» composée de spécialistes et de citoyens ordinaires tirés au sort. «L'Etat devrait assigner à son action comme fin première de contribuer, via le respect dans ses frontières des

limites planétaires, à la sûreté environnementale globale, condition à l'existence et au bien-être de ses citoyens», soutient-il.

Blocages institutionnels

Sa proposition institutionnelle affaiblirait-elle le système législatif? Selon l'auteur, on ne peut déléguer à de «simples représentants» la détermination de nos modes de vie. En toile de fond, c'est le manque de représentativité du parlement qui pose question. «La question du changement climatique bouscule la démocratie représentative telle qu'on la connaît car les enjeux sont à une échelle inhabituelle», confirme Jan Rosset, maître-assistant au Département de science politique et relations internationales de l'Université de Genève. Le chercheur émet une réserve: «Si une assemblée citoyenne arrive avec une recommandation, le législatif va avoir de la peine à former une autre proposition. Sur le long terme, cela risque de créer des blocages institutionnels.»

L'émergence de nouveaux instruments démocratiques pourrait toutefois aboutir à un regain d'intérêt pour la chose publique, dans une époque marquée par une forte abstention. «Ces nouveaux dispositifs peuvent être un moyen de désamorcer une défiance qui se matérialise par la montée des populismes», conclut Jan Rosset. ■

